

Section V- Termes de Référence



MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT – Morocco COMPACT II

**Termes de Référence de la Consultation pour la Revue de la Qualité des Données
2019**

Acronymes

RQD	Revue de la qualité des données
S&E	Suivi et Evaluation
DSEAE	Direction de Suivi, Evaluation et Analyse Economique
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte

Le deuxième programme de coopération (Compact II) conclu entre le Gouvernement du Maroc et Millennium Challenge Corporation (MCC) vise à adresser deux contraintes majeures à la croissance économique et à l'investissement privé identifiées au terme de l'étude sur l'analyse des contraintes à la croissance économique au Maroc, à savoir la faible qualité du capital humain et la faible productivité du foncier.

1.2 Aperçu général du Compact

Le budget alloué par MCC à ce Compact II s'élève à 450 millions de dollars et sera dédié au financement de deux grands projets : « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ». Le Compact devrait bénéficier à 2,2 millions de personnes durant les 20 prochaines années. A ce budget, s'ajoutera une contribution du Gouvernement du Maroc de l'ordre de 67,5 millions \$ au minimum (15% de la contribution américaine).

1.3 Activités du Compact

1.3.1 Le projet « Education et formation pour l'employabilité » (220 millions \$)

Ce projet vise l'amélioration de l'employabilité des jeunes à travers le rehaussement de la qualité de l'éducation secondaire et de la formation professionnelle et de leur adéquation aux besoins du secteur productif à travers la mise en œuvre de deux activités :

L'activité « Education secondaire » (112,6 millions \$) comprend trois composantes fondamentales : (i) la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire basé sur le renforcement de la décentralisation, l'autonomie de gestion, la réhabilitation de l'infrastructure et une pédagogie axée sur l'élève. Cette composante sera déployée dans près de 100 établissements d'éducation secondaire, répartis sur trois régions⁶, (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et du système d'information MASSAR et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

L'activité « Développement de la Formation Professionnelle et de l'emploi » (107,42 millions \$) comprenant deux programmes : (i) le programme « Formation professionnelle » (80,42 millions \$) s'articule autour de deux composantes : (i) la mise en place d'un fonds dédié au financement de nouveaux centres ou de reconversion de centres de formation professionnelle existants dans le cadre de partenariats public-privé et (ii) l'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle ; (ii) le programme « Emploi » (27 millions \$) couvre également deux composantes : (i) l'appui à l'opérationnalisation d'un

⁶ Trois régions représentatives du Nord, du Centre et du Sud du Royaume (Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Fès-Meknès et Marrakech-Safi). Ces régions ont été choisies selon un ciblage fondé sur les besoins en termes d'éducation, les indicateurs de pauvreté, ainsi que sur les opportunités économiques et d'emplois offertes.

dispositif intégré d'observation du marché du travail et (ii) la promotion de l'emploi inclusif des jeunes chômeurs et des femmes défavorisées dans le marché du travail à travers le financement axé sur les résultats des prestations et programmes d'accompagnement à leur insertion, l'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail et l'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel.

1.3.2 Le projet « Productivité du foncier » (170 millions \$)

Ce projet vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier rural et industriel en vue de mieux répondre aux besoins des entrepreneurs et de renforcer l'attractivité de l'investissement grâce à la mise en œuvre de trois activités :

L'activité « Foncier industriel » (127 millions \$) porte sur la mise en œuvre de trois composantes : (i) la création d'un centre d'expertise pour le développement du foncier industriel, (ii) la conception d'un nouveau modèle de développement des parcs industriels et de revitalisation de zones industrielles existantes, privilégiant le partenariat public-privé et orienté marché ; ce modèle sera mis en œuvre, à titre pilote, dans trois zones industrielles² et (iii) la mise en place du fonds des zones industrielles durables (FONZID) visant à soutenir des projets améliorant la gouvernance et la durabilité de zones industrielles existantes ou nouvelles.

L'activité « Foncier rural » (33 millions \$) a pour objectif de développer une nouvelle procédure optimisée et simplifiée pour la melkisation des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation et régies par le dahir du 25 juillet 1969. Cette procédure optimisée sera mise en œuvre, à titre pilote, sur une superficie de 46.000 hectares de terres collectives, situées dans le périmètre d'irrigation du Gharb.

L'activité « Gouvernance » (10,5 millions \$) permettra d'appuyer le Gouvernement dans (i) l'élaboration d'une stratégie nationale foncière et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre, selon une approche participative favorisant la recherche du consensus et l'appropriation de cette stratégie par tous les acteurs et (ii) la mise en œuvre des actions prioritaires du plan d'action.

1.4 Bénéfices économiques et bénéficiaires prévus

Avant la signature du Compact, des Taux de Rentabilité Economique (TRE) ont été calculés. Ils sont mis à jour durant la mise en œuvre du Compact et ce, à chaque fois que des modifications majeures sont apportées aux budgets ou aux impacts attendus d'un projet. A la clôture du Compact, des TREs finaux sont calculés.

Dans la première version du Plan S&E⁷, les estimations du TRE réalisées sont basées sur l'analyse économique initiale menée durant la phase de développement du Compact afin d'éclairer la décision d'investissement de MCC. L'analyse coûts-bénéfices est en cours de mise à jour et les estimations du TRE seront actualisées au niveau des prochaines versions du Plan S&E.

⁷ Pour davantage d'informations sur la politique de MCC en matière de révision des plan de S&E, prière de se référer à l'annexe 4 de la politique de S&E de MCC disponible sur le lien suivant : <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-for-monitoring-and-evaluation#annex-iv-technical-information-modifying-me-plans>

1.4.1 Analyse économique du projet « Éducation et formation pour l'employabilité »

1.4.1.1 Activité « Education secondaire »

L'analyse économique initiale de l'Activité « Education Secondaire » prévoit trois flux d'avantages distincts favorisant l'investissement:

- Amélioration des résultats aux examens et revenus futurs plus élevés grâce à l'amélioration de la pédagogie adoptée en salle de classe ;
- Amélioration des résultats aux examens et revenus futurs plus élevés grâce à la mise en œuvre d'une gestion axée sur l'école; et
- Taux d'abandon scolaire plus faible grâce à l'amélioration des infrastructures.

Le taux de rentabilité économique initiale estimé pour cet investissement varie de 12.4% à 15.1%.

1.4.1.2 Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi »

L'analyse économique initiale de l'Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi » prévoit les flux d'avantages suivants favorisant l'investissement: des revenus futurs et des opportunités d'emplois plus élevées grâce à l'amélioration de la qualité et de la pertinence des formations dispensées au niveau des centres de formation existants ou qui seront créés.

Le taux de rentabilité économique estimé pour cet investissement est de 13.2%.

Projet	TRE initial	Date d'estimation du TRE initial	TRE actuel	Date d'estimation du TRE actuel
Activité « Éducation secondaire »	12,4% à 15,1%	Août 2015	A déterminer	A déterminer
Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi »	13,2%.	Août 2015	A déterminer	A déterminer

1.4.2 Analyse économique du Projet « Productivité du foncier »

Activité « Foncier Rural » Les impacts attendus de l'activité « Foncier rural » sont basés sur l'hypothèse suivante : la sécurité des droits fonciers conduira à une augmentation des investissements et à une intensification de la production agricole (modernisation des pratiques agricoles: utilisation des fertilisants, des semences sélectionnées, des produits phytosanitaires, mécanisation, etc.) et ce, suite à la conversion des terres collectives en propriétés privées. Le taux de rentabilité économique compare la productivité des terres collectives à celle des terres privées.

Le taux de rentabilité économique estimé pour cet investissement est de 21,7%.

Activité « Foncier Industriel » Pour l'activité « Foncier industriel », l'analyse économique mesure l'augmentation de la valeur ajoutée suite à l'utilisation du foncier à des fins industrielles, actuellement inexploité/non valorisé. La valeur ajoutée provient à la fois de l'utilisation du foncier inexploité/non valorisé dans les zones industrielles existantes et de la création de nouvelles zones.

Sur la base des coûts actuels, le taux de rentabilité économique estimé pour cet investissement varie de 13,4% à 16,7%.

Projet	TRE initial	Date d'estimation du TRE initial	TRE actuel	Date d'estimation du TRE actuel
Activité « Gouvernance »	N/A	N/A	N/A	N/A
Activité « Foncier rural »	23%	Août 2015	21,7%	Janvier 2016
Activité « Foncier industriel »	13,4% à 16,7%.	Août 2015	A déterminer	A déterminer

1.4.3 Analyse des bénéficiaires du Compact

L'analyse des bénéficiaires est une analyse complémentaire à l'analyse du taux de rentabilité économique qui a pour objectif de désagréger l'augmentation totale du revenu afin de déterminer les segments de la société qui bénéficieront des projets et des activités de ce Compact. Le cas échéant, l'analyse des bénéficiaires désagrégera les avantages en fonction des catégories de revenu, du sexe et de la situation géographique.

Selon les directives de MCC, les bénéficiaires sont les personnes dont les conditions de vie connaîtront une amélioration suite à la mise en œuvre d'un projet ou d'une activité (selon le cas) du Compact et ce, à travers des revenus réels plus élevés. L'analyse coûts-bénéfices des projets fournit des détails sur les flux de prestations à travers lesquels les bénéficiaires devraient augmenter leurs revenus. À des fins de terminologie, il est important de noter que tous les participants aux projets financés par MCC ne sont pas nécessairement des bénéficiaires. Les impacts attendus de ce Compact sont calculés sur 20 ans.

Un aperçu général de l'étendue des impacts du Compact sur l'ensemble de la population du Maroc est présenté dans le tableau ci-dessous. Il est important de noter que le nombre de participants et de bénéficiaires seront réévalués et mis à jour avec les estimations du TRE et inclus dans les prochaines versions du Plan S&E. La révision des estimations se basera sur des données plus récentes disponibles et sur une conception plus détaillée des activités composant les projets du Compact.

Bénéficiaires du Compact

Projet	Définition des bénéficiaires du Programme	Estimation du nombre de bénéficiaires
Projet « Éducation et formation pour l'employabilité »		623,050
Activité « Éducation Secondaire »	Tous les élèves diplômés des établissements secondaires soutenus dans le cadre de l'activité ainsi que leurs familles, chaque année sur une durée de 20 ans.	432145
Activité « Développement de la formation professionnelle et de l'emploi »	Tous les diplômés des centres de formation professionnelle soutenus dans le cadre de l'activité ainsi que leurs familles, chaque année sur une durée de 20 ans.	190,905
Projet « Productivité du foncier »		204,576
Activité « Gouvernance »		N/A
Activité « Foncier rural »	Tous les propriétaires de terres collectives converties ayant reçu leur titre foncier dans le cadre de l'activité, et réalisant des investissements visant à adopter des pratiques technologiques semblables à celles pratiquées par les agriculteurs de terres privées, enregistrant une augmentation des revenus liés à la terre, ainsi que	108,272

	tous les membres de leurs familles.	
Activité « Foncier industriel »	Tous les employés, existants ou potentiels, des entreprises implantées dans les zones industrielles ciblées, ainsi que tous les membres de leurs familles.	96,304
Total		827,626

1.5 Logique du Programme

Le Compact répond à deux contraintes majeures à la croissance économique, à savoir la qualité du capital humain et la productivité du foncier et ce, à travers l'adoption d'une approche et d'une méthodologie qui intègrent les questions fondamentales de la gouvernance et de la coordination public-privé. Ces contraintes se posent de la manière suivante: (i) les systèmes d'éducation secondaire et de formation professionnelle offrent une main d'œuvre qui ne répond pas adéquatement aux compétences dont le secteur privé a besoin et aux exigences du marché de travail; et ii) la politique foncière et sa mise en œuvre entravent l'accès au foncier et l'utilisation productive du foncier rural et industriel, entravant ainsi la gestion efficace du foncier et des marchés fonciers et limitant les investissements privés.

En améliorant l'environnement institutionnel et en soutenant des modèles qui renforcent l'engagement du secteur privé, les deux projets du Compact aborderont à la fois l'offre et la demande sur le marché du travail et soutiendront la transition de systèmes où l'Etat joue un rôle prépondérant vers des systèmes dynamiques et compétitifs qui engagent le secteur privé et répondent mieux aux besoins du marché. De plus, les deux projets adoptent une approche ciblée pour développer et tester des modèles reproductibles, durables et pouvant être mis à l'échelle en vue de renforcer les capacités nationales.

L'ensemble de ces réformes permettront d'améliorer l'environnement de l'investissement privé en mettant à la disposition des investisseurs privés un capital humain qualifié et en améliorant l'accès à un foncier adapté à leurs besoins.

Les cadres logiques des différentes interventions, décrivant les composantes du Compact, les relations entre ces dernières, ainsi que la manière avec laquelle les projets, les activités et les sous-activités contribuent au but et aux objectifs du Compact sont présentés dans le plan de S&E⁸.

⁸ <https://www.mcc.gov/resources/doc/morocco-employability-and-land-compact-me-plan>

Croissance économique et réduction de la pauvreté

Environnement des affaires amélioré

Retour sur investissement privé plus élevé

- Transaction foncière simplifiée et moins coûteuse
- Productivité du foncier améliorée

Activité gouvernance du foncier

- Développement d'une stratégie et l'implémentation de ses axes prioritaires

Activité du foncier Rural

- Productivité du foncier rural: Melkisation (privatisation) des terres collectives à l'intérieur des périmètres irrigués qui sont directement exploitées par les ayants droit en leurs noms

Activité du foncier Industriel

- Gouvernance du foncier industriel et régulation
- Productivité du foncier industriel : Nouveaux modèles de développement de parcs industriel et de revitalisation des zones industrielles existantes

Gain de productivité pour les individus et les entreprises

- Adéquation du capital humain au marché du travail
- Qualité de l'éducation améliorée

Activité de la formation professionnelle et de l'emploi

Programme de la formation professionnelle

- Fonds Charaka pour l'appui aux centres de formation professionnelle
- Opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle

Programme de l'emploi

- Observatoire de marché de travail & évaluation d'impacts
- Financement basé sur les résultats pour l'emploi inclusif
- Promotion de l'équité genre dans le milieu professionnel

Activité de l'éducation secondaire

- Modèle intégré d'amélioration des établissements scolaires
- Evaluation des acquis et système d'information MASSAR
- Entretien et maintenance des infrastructures et équipements des établissements scolaires

1.6 Responsabilités et cadre de mise en œuvre

1.6.1 Millennium Challenge Corporation (MCC)

Millennium Challenge Corporation (MCC) est une agence gouvernementale américaine qui a pour mission de réduire la pauvreté à travers la croissance économique. Elle agit au nom du Gouvernement des Etats-Unis dans l'exécution du Compact.

1.6.2 MCA-Morocco (Entité responsable)

L'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Créée en septembre 2016, l'Agence MCA-Morocco est chargée de la mise en œuvre du programme objet du Compact II, conclu le 30 novembre 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats Unis d'Amérique. A ce titre, l'Agence MCA-Morocco supplée le gouvernement du Maroc dans l'exercice et l'exécution de ses droits et obligations relatifs à la supervision, à la gestion et à la mise en œuvre du Compact II, y compris de développement et la mise en œuvre du plan de S&E.

1.6.3 Entités d'exécution et autres arrangements institutionnels

1.6.3.1 Education et formation pour l'employabilité

- Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur & de la Recherche Scientifique : *en tant que partenaire institutionnel de l'activité « Education secondaire »* ;
- Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle : *en tant que partenaire institutionnel du volet « Emploi »*
- Agence Nationale de Promotion des Emplois et des Compétences, en tant que maître d'ouvrage au niveau opérationnel pour la composante « mise en place et amélioration mécanismes de paiement basés sur les résultats pour les programmes d'insertion professionnelles en faveurs des femmes et jeunes en difficulté ».

1.6.3.2 Productivité du foncier

- Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie Numérique : *en tant que partenaire institutionnel de l'activité « Foncier Industriel »* ;
- Ministère de l'intérieur, Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, Agence Nationale de la Conservation Foncière du Cadastre et de la Cartographie et Office de Mise en Valeur Agricole du Gharb, en tant que partenaires d'implémentation institutionnels de l'activité « Foncier Rural ».

1.6.3.3 Certifications et autres demandes d'informations - Approbations -Actions

Les Entités d'Exécution fournissent les certifications, approbations, documents, données ou autres informations, dont elles disposent, et prennent d'autres mesures (a) nécessaires pour tout décaissement, conformément aux exigences en vigueur contenues dans l'Accord

d'Exécution, (b) requises dans le cadre de ou relatifs à tout Document Principal du Compact, (c) signifiées à l'Entité d'Exécution dans l'Accord d'Exécution, (d) nécessaires pour le Suivi et l'Evaluation du projet concerné comme établi dans le Plan de Suivi et Evaluation (Plan S&E), ou qui peuvent raisonnablement être requis par MCA-Morocco de temps à autre.

Ces certifications, approbations, documents, données, autres informations ou autres mesures ne seront pas retenus de manière déraisonnée ou retardés par l'Entité d'Exécution.

Archives et Informations; Accès; Audits; Revues; Reporting

- a. Archives, Informations et Reporting : Les Entités d'Exécution conservent les registres et archives et fournissent à MCA-Morocco les rapports, documents, données ou autres informations (i) dans la mesure où ces informations sont requises dans le cadre du Compact; (ii) comme cela pourra être raisonnablement requis de temps à autre par MCA-Morocco afin de se conformer à ses obligations de reporting au titre des Accords Principaux du Compact ou des Documents d'Implémentation, et (iii) étant entendu que: les informations communiquées devront être correctes, précises et complètes à la date où elles sont communiquées. Dans le cadre de la fourniture de toute information, les Entités d'Exécution reconnaissent qu'une telle information pourra être utilisée et publiée par MCA-Morocco ou MCC, y compris dans les sites web de MCA-Morocco ou de MCC.
- b. Accès, Audits et Revues : Les Entités d'Exécution s'engagent à permettre les accès aux données ainsi que les audits, revues et évaluations tel que prévus par l'accord du Compact.

1.6.4 Evaluateur indépendant

La mission de l'évaluateur indépendant est d'évaluer le processus de mise en œuvre, la durabilité des résultats et les résultats des projets du Compact II. Pour chaque évaluation, le ou les évaluateurs indépendants doivent disposer de l'expertise méthodologique et technique appropriée pour mener l'évaluation, car ils sont responsables de la conception, de la mise en œuvre et de la diffusion globales de l'évaluation. MCC est responsable de la supervision de l'évaluateur indépendant et du contrôle de la qualité des activités d'évaluation. L'Agence MCA-Morocco est chargée de renforcer l'appropriation locale et l'engagement envers l'évaluation, la supervision du cabinet de collecte de données et le contrôle de la qualité des activités d'évaluation.

1.6.5 Consultant chargé de l'analyse coût-bénéfice de l'activité de melkisation

L'Agence MCA-Morocco a recruté un consultant qui avait pour mission de mener une analyse coût-bénéfice de l'activité de melkisation des terres de culture dans les zones d'action des Offices régionaux de mise en valeur du Haouz et du Gharb. Cette prestation, qui a été financée sur le budget du Compact, avait pour finalité de s'assurer de la conformité de l'activité de melkisation des terres collectives des zones susmentionnées aux critères d'éligibilité aux investissements de MCC en matière de rentabilité économique (taux minimum de 10%).

Le consultant a dû se conformer aux directives et au modèle adopté pour l'analyse économique des projets financés par MCC⁹.

1.6.6 Agent de passation des marchés externe

L'Agence MCA Morocco a engagé un Agent de Passation des Marchés pour mener à bien et certifier les activités de Passation des Marchés spécifiées dans le cadre de l'exécution de ce Compact.

1.6.7 Agent financier externe

L'Agence MCA Morocco a engagé un agent financier, qui est responsable de l'assister dans sa gestion financière et d'assurer une reddition des comptes financière appropriée par rapport au Financement MCC.

1.6.8 Program Manager

Afin d'assurer une bonne performance d'exécution des projets, un Project Management Office (PMO) est mis en place au niveau de l'Agence MCA-Morocco. Rattaché au Directeur général de l'agence et géré par le PMO manager, le PMO est responsable de la mise en place des outils et des processus de gestion des projets et de l'accompagnement des équipes projets dans l'appropriation de ces derniers. Ces outils et processus doivent permettre essentiellement le suivi de la performance d'exécution des deux projets relevant du Compact, dans les délais impartis, avec les budgets disponibles et conformément aux normes et standards internationaux.

1.6.9 Cabinets chargés de l'implémentation des activités

- Le cabinet chargé de la mise en œuvre de l'activité « Foncier Rural » : Ce cabinet est chargé d'apporter un appui technique, logistique et social au maître d'ouvrage pour la réalisation des activités nécessaires à la melkisation d'une partie des terres collectives situées dans la Région du Gharb (Provinces de Kénitra, Sidi Kacem et Sidi Slimane) dans une période de base et d'une autre partie de terres collectives, située dans le périmètre de la Tassaout (Province de Kelaa des Sraghna).
- Le cabinet chargé du développement de programmes d'emploi inclusif utilisant le financement basé sur les résultats, dans le cadre du programme « Emploi ».

1.6.10 Gestionnaires de fonds

- Gestionnaire du Fonds « Charaka » : chargé d'appuyer l'Agence dans la mise en œuvre, la gestion, le suivi, l'assistance technique et la clôture des activités du Fonds ;

⁹ <https://www.mcc.gov/resources/story/story-cdg-guidelines-for-economic-and-beneficiary-analysis>

- Gestionnaire du « Fonzid » : chargé d'appuyer l'Agence MCA Morocco dans la mise en œuvre, la gestion, le suivi et la clôture des activités du Fonds des Zones Industrielles Durables –FONZID

2 Approche de MCA-Morocco en matière de S&E

La politique de suivi et d'évaluation de MCC est conçue pour l'aider ainsi que ses partenaires à estimer, suivre et évaluer les impacts de ses programmes à l'aide de méthodes techniquement rigoureuses, systématiques et transparentes. Elle repose sur les principes de responsabilité, de transparence et d'apprentissage.

- **La redevabilité** fait référence à l'obligation de rendre compte et d'accepter la responsabilité de toutes les activités financées et des résultats attribuables.
- **La transparence** fait référence à l'obligation incombant à MCC de divulguer ces résultats de manière publique et transparente et de partager les informations (microdonnées et rapports) générées lors de la mise en œuvre et de l'évaluation de ses Compacts et programmes à seuil.
- **L'apprentissage** fait référence à l'engagement de MCC à améliorer la compréhension des relations de causalité et des effets de ses interventions, notamment en termes de réduction de la pauvreté et de croissance, et de faciliter l'intégration des résultats de suivi et d'évaluation dans la conception, la mise en œuvre, l'analyse et la mesure des interventions actuelles et futures.

Cette politique énonce les exigences relatives au suivi et à l'évaluation des Compacts et des programmes à seuils de MCC, notamment les objectifs du S&E, les types d'évaluations requises et recommandées et les méthodes de collecte, de diffusion et d'utilisation des données de S&E. Cette politique vise principalement à guider les décisions du personnel interne pour utiliser le S&E de manière efficace tout au long du cycle de vie du programme afin d'améliorer les résultats.

Après la signature du Compact, l'Agence MCA-Morocco en collaboration avec MCC ont finalisé un plan de S&E qui fournit un cadre détaillé pour le suivi et l'évaluation du programme. Le Plan de S&E est un outil destiné à gérer le processus de suivi et d'évaluation et rendre compte des progrès vers la réalisation des résultats du programme :

- **La composante de suivi** identifie des indicateurs, établit des jalons et des objectifs de performance et détaille le plan de collecte des données et de reporting afin de suivre les progrès accomplis par rapport aux objectifs.
- **La composante évaluation** identifie et décrit les types d'évaluations qui seront conduites, les questions et méthodologies d'évaluation clés, ainsi que les stratégies de collecte de données qui seront utilisées.

Le plan de suivi et d'évaluation est utilisé conjointement avec d'autres outils tels que les plans de travail, les plans d'approvisionnement et les plans financiers. Le plan de S&E sert également d'outil de communication, de sorte que le staff de MCA-Morocco et les autres parties prenantes comprennent clairement les objectifs et les cibles du Compact. Le suivi systématique et les progrès sont régulièrement rapportés à travers le Tableau de

Suivi des Indicateurs (Indicator Tracking Table, ITT). Il y a quatre niveaux d'indicateurs qui découlent du cadre logique du programme : (i) Processus; (ii) Résultats; (iii) Effets; et (iv) Objectifs. Les différents niveaux d'indicateurs correspondent au cadre logique du programme et permettent ainsi aux équipes de développement et de mise en œuvre des Projets de comprendre dans quelle mesure les Activités prévues sont susceptibles d'atteindre les objectifs escomptés. Souvent, la plupart des indicateurs d'effets et d'objectifs ne sont pas suivis pendant la durée du Compact, mais sont plutôt signalés par des évaluations après la fin du Compact. Ces niveaux de résultats sont généralement plus longs à atteindre.

Les données de suivi sont analysées régulièrement pour permettre à l'Agence MCA-Morocco et à MCC de procéder aux ajustements nécessaires pour l'amélioration de la mise en œuvre globale des résultats du Compact.

Les indicateurs d'objectifs mesurent la croissance économique et la réduction de la pauvreté qui surviennent au cours ou, très probablement, après la mise en œuvre du Compact. Pour les Compacts de MCC, les indicateurs d'Objectifs seront généralement une mesure directe du revenu et sont généralement mesurés par des évaluations post-Compact.

Les indicateurs d'effets mesurent les effets intermédiaires d'une activité ou d'un ensemble d'activités et sont directement liés à travers le cadre logique du programme aux indicateurs de Résultats.

Les indicateurs de résultats mesurent directement les activités du projet. Ils décrivent et quantifient les biens et services produits directement par la mise en œuvre d'une activité. Les indicateurs de processus mesurent les progrès réalisés en termes d'achèvement des activités du projet. Ces indicateurs constituent une condition préalable à la réalisation des indicateurs de Résultats et un moyen de s'assurer que la planification des activités est respectée¹⁰.

MCC a mis en place des indicateurs communs pour les rapports externes dans tous les Compacts financés par MCC. Les indicateurs communs relatifs au Compact du Maroc sont inclus dans ce Plan de S&E.

Le Compact présente les indicateurs initiaux du Programme. Le Plan de S&E s'appuie sur ces indicateurs initiaux en plus des indicateurs supplémentaires développés durant cette première phase de mise en œuvre des projets.

Le Tableau de définition des indicateurs fournit des détails pertinents pour chaque indicateur par projet (annexe I). Il fournit une description de la structure de l'indicateur et spécifie pour chaque indicateur: (i) le nom; (ii) la définition; (iii) l'unité de mesure; (iv) le niveau de désagrégation; (v) la source de données; (vi) la partie responsable; et (vii) la fréquence d'établissement des rapports.

Les indicateurs de suivi permettent de fournir une information sur les progrès réalisés en termes d'atteinte des buts et des objectifs du Programme. Ces indicateurs seront mesurés par rapport à la situation de référence et cibles établis, tirés à partir de l'analyse du TRE ex ante, d'autres types d'analyse et des documents conceptuels des deux projets. Les

¹⁰ Les niveaux d'indicateurs sont formellement définis dans la *Politique de Suivi et d'Évaluation des Compacts de MCC*.

cibles reflètent les hypothèses sous-jacentes adoptées lors de la conception du programme sur les impacts de chaque activité. Les niveaux de situation de référence et cibles pour chaque indicateur sont définis au niveau de l'annexe II.

Les indicateurs pourraient être modifiés dans les futures versions du Plan de S&E. Les modifications et révisions des indicateurs ne peuvent être effectuées que conformément à la politique de S&E de MCC. Toute modification significative des indicateurs ou d'autres contenus sera résumée au niveau de l'annexe III du plan de S&E.

Désagrégation de données

Lorsque cela est possible et approprié, les indicateurs de suivi et d'évaluation seront ventilés par sexe, âge, revenu et/ou groupes vulnérables.

Sources de données

Les indicateurs identifiés dans le Plan de S&E nécessiteront la collecte d'une série de données provenant de diverses sources au Maroc, telles que les Entités d'exécution des différentes activités. Dans la mesure du possible, l'Agence MCA-Morocco tentera d'harmoniser la collecte de données avec d'autres sources de données existantes ou des enquêtes prévues et veillera à ce que les données collectées dans le cadre du projet soient utiles et rentables. Des sources de données spécifiques sont décrites à l'annexe I du présent Plan de S&E.

La Direction de suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique de l'Agence MCA-Morocco assistera les entités d'exécution des activités dans la mise en place de leur plan de collecte de données et de leurs modèles d'établissement de rapports.

Un certain nombre d'indicateurs des projets, de situations de référence et de cibles de projets sont actuellement en cours de validation. La majorité de ces situations de référence et cibles seront établies une fois les études de faisabilité et de conception achevées. D'autres sont en attente de mise à jour de données. Ils deviendront disponibles une fois les contrats de mise en œuvre sont attribués et que les contractants ont présenté leurs plans de travail.

2.1.1 M&E Plan

2.1.2 Rôle des revues de la qualité des données (RQD)

Afin de s'assurer que les données collectées sont de qualité acceptable, le consultant procédera à un examen indépendant des indicateurs, des données, des jeux de données et des sources de données inclus dans le plan de S&E et devant être collectés pour les activités de S&E du Compact. Le travail du consultant durera environ six (6) mois calendaires à compter de la date de prise d'effet du contrat. Sur la base des conclusions et des recommandations du RQD, MCA-Morocco et les évaluateurs indépendants pour le Compact produiront des plans d'action sur la manière dont ils vont incorporer les résultats.

2.1.3 Le S&E et les questions transversales - sociale et genre

Le Compact II a intégré l'évaluation sociale et genre en veillant au respect de la politique de MCC en matière de genre, des directives pour l'intégration de MCC en matière d'égalité de genre, ainsi que de la politique marocaine en la matière. MCA-Morocco a développé un Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS) qui puise dans d'autres plans de travail (comme le plan de suivi et d'évaluation) et fournit des points d'entrée pour l'intégration du GIS dans le Compact. Les exigences de MCC comprennent une

ventilation par genre des données pertinentes, ainsi que des indicateurs spécifiques au genre définis dans le PAGIS et inclus dans tous les documents d'appel d'offres des soumissionnaires.

2.2 Processus de collecte des données

Les indicateurs identifiés dans le Plan de S&E nécessitent la collecte d'une série de données provenant de diverses sources au Maroc, telles que les Entités d'exécution des différentes activités. Dans la mesure du possible, l'Agence MCA-Morocco tente d'harmoniser la collecte de données avec d'autres sources de données existantes ou des enquêtes prévues et veille à ce que les données collectées dans le cadre du projet soient utiles et rentables. Des sources de données spécifiques sont décrites à l'annexe I du Plan de S&E.

La Direction de suivi, de l'évaluation et de l'analyse économique de l'Agence MCA-Morocco assiste les entités d'exécution des activités dans la mise en place de leur plan de collecte de données et de leurs modèles d'établissement de rapports.

2.2.1 Données administratives de routine

Le tableau de suivi des indicateurs mentionne les sources de données de routine suivantes :

- Rapports d'état d'avancement des projets
- Carte de formation professionnelle (DFP)
- Agent fiscal
- Gestionnaire du Fonds Charaka SAP
- Gestionnaire du Fonds de Partenariat
- Gestionnaire du Fonziid
- PMO (Agence MCA Morocco)
- Système Massar (DSI Ministère de l'Education Nationale)
- Rapport d'avancement de l'assistance technique du Programme « Emploi »
- Direction de Passation des Marchés (MCA Morocco)
- Système d'Information des AREF ;
- Rapport PNEA (OCDE)
- Rapport PISA (MCA/DES)
- Système d'information de ANCFCC
- Rapport du Consultant en charge de l'implémentation de la procédure optimisée
- Système d'information du Ministère de l'Intérieur
- Contractants des travaux de construction dans le cadre du Foncier Industriel
- Système d'information du Ministère de l'Industrie
- Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel

2.2.2 Données d'enquêtes (à supprimer éventuellement)

- Enquête auprès des lauréats (MCA-DFP)
- Enquête auprès des exploitations agricoles

Il est à noter que la RQD se focalisera sur les données de suivi et non pas sur les enquêtes qui seront menées pour les besoins des évaluations.

2.2.3 Système d'information de gestion (MIS)

MCA-Morocco utilise le système d'information de gestion (MIS) de MCC pour soumettre la Demande de décaissement Trimestrielle, y compris le tableau de suivi des indicateurs (ITT) à MCC.

2.2.4 Autres enquêtes pertinentes pour la RQD

Enquêtes réalisées dans le cadre de l'analyse économique des activités.

3 Périmètre de travail

3.1 Objectifs de la consultation

Chaque unité de mise en œuvre du programme MCC est responsable de la communication des données sur les indicateurs définis dans le plan de suivi et évaluation. La revue de la qualité des données (RQD) a pour objectif d'assurer la qualité et l'exactitude des données de suivi et des résultats rapportés dans le Compact. L'objectif d'une RQD est d'examiner la qualité des données qui seront collectées pour le plan de suivi et évaluation de l'Agence MCA Morocco, qui est publié sur le site Web de MCC, afin de mettre en évidence les faiblesses critiques affectant la validité des données et de recommander des actions concrètes et réalisables. Cela améliorera la qualité des futurs efforts de collecte et de communication de données du plan de suivi et d'évaluation du Compact II.

Le cabinet devra examiner les indicateurs du Compact énumérés ci-dessous et leurs données, ainsi que les méthodologies de collecte de données en vue de fournir à MCA-Morocco et ses entités d'exécution des recommandations sur la manière d'améliorer la qualité des données utilisées dans le cadre de la Gestion du plan de S&E. Dans le cadre de la RQD, il est prévu que le Cabinet consacre du temps aux sites de collecte, de traitement et de reporting des données nécessaires aux indicateurs du plan de suivi et d'évaluation. Le Cabinet peut inviter l'équipe de MCA-Morocco qui l'accompagnera dans toutes les activités proposées afin d'assurer une formation pratique et l'institutionnalisation du processus de revue des données.

Le Cabinet doit évaluer la qualité des données alimentant une série d'indicateurs, dont la liste est décrite en annexe 1. Il est cependant à signaler que des changements pourront être opérés sur ces indicateurs (modification, ajout ou suppression) lors de la révision du Plan S&E qui interviendra avant le recrutement du cabinet. Le cas échéant, ce dernier sera tenu de prendre en considération ces changements.

Le consultant (cabinet) examinera le système et les processus existants permettant de générer les données pertinentes en vue de formuler des recommandations visant à garantir que des données de qualité sont générées et transmises en temps voulu.

Le consultant veillera également à ce que le MCA-Morocco et ses partenaires se conforment à la politique de MCC en matière de suivi et d'évaluation des Compacts, à ses directives pour l'analyse économique et des bénéficiaires, ses lignes directrices sur les indicateurs communs, ainsi qu'à ses directives en matière de GIS.

En outre, **le consultant** travaillera avec l'équipe de communication de MCA-Morocco pour déterminer les indicateurs les mieux adaptés à une diffusion publique sur la base de leurs conclusions.

3.2 Critères de la revue de la qualité des données

Le consultant doit utiliser les critères suivants comme guide pour l'examen des indicateurs et de la qualité des données, tout en apportant toutes les compétences professionnelles pertinentes à la mission et à l'évaluation.

3.2.1 Critères d'examen des indicateurs

Les critères utilisés pour évaluer la qualité des indicateurs devraient inclure les éléments suivants :¹¹

- (a) **Direct:** un indicateur doit mesurer aussi précisément que possible le résultat qu'il est censé mesurer.
- (b) **Sans ambiguïté:** la définition des indicateurs doit être précise sur le plan opérationnel et il ne doit y avoir aucune ambiguïté sur ce qui est mesuré ou sur la manière d'interpréter les résultats.
- (c) **Adéquat:** Pris collectivement, les indicateurs doivent mesurer suffisamment le résultat en question. Les concepteurs du plan de suivi et d'évaluation doivent s'efforcer d'obtenir un nombre minimal d'indicateurs suffisant pour mesurer le résultat.
- (d) **Pratique:** un indicateur est pratique si les données peuvent être obtenues rapidement et à un coût raisonnable.
- (e) **Utile:** l'indicateur sélectionné pour inclusion dans le plan de S&E doit être utile pour la gestion du S&E et la supervision du Compact. Le cas échéant, le consultant doit s'assurer que des indicateurs communs de MCC sont inclus dans le plan de suivi et d'évaluation afin de permettre à MCC de suivre tous les pays.

3.2.2 Critères de revue de la qualité des données

Les critères à utiliser pour évaluer la qualité des données utilisées dans le calcul des indicateurs doivent inclure les principes suivants:¹²

- a. **Validité:** Les données sont valides dans la mesure où elles représentent clairement, directement et de manière adéquate le résultat à mesurer. Des erreurs de mesure, un échantillonnage non représentatif et de simples erreurs de transcription peuvent avoir une incidence négative sur la validité des données. Les données doivent être testées

¹¹ Le consultant peut inclure des mesures supplémentaires ou des modifications. Toute modification proposée doit être approuvée avant la mise en œuvre de la revue de la qualité des données.

¹² Le consultant peut inclure des mesures supplémentaires ou des modifications. Toute modification proposée doit être approuvée avant la mise en œuvre de la revue de la qualité des données.

périodiquement pour s'assurer qu'aucune erreur ne crée un biais significatif. Les questions potentielles auxquelles il faudra répondre sont:

- Existe-t-il une relation entre l'indicateur et le programme (projet et/ou activité)?
- Les indicateurs sont-ils bien définis et les données sont-elles rapportées dans un format approprié?
- Les indicateurs représentent-ils avec exactitude la réalité?
- Ont-ils une source vérifiable?
- Toutes les données nécessaires sont-elles disponibles ?
- Le cas échéant, les indicateurs peuvent-ils être ventilés par âge, sexe, lieu et niveau de revenu?

b. Fiabilité: les données doivent refléter des processus de collecte de données et des méthodes d'analyse stables et cohérents dans le temps. Les valeurs de données donnent-elles des informations contradictoires? Y a-t-il:

- i. Des erreur de mesure: par exemple, des erreurs systématiques ou aléatoires sont-elles générées à partir de la mesure des indicateurs? L'équipement utilisé pour mesurer les données est-il correctement étalonné?
- ii. Des erreur de transcription: existe-t-il un processus permettant de limiter les erreurs de transcription? Les erreurs de données ont-elles été suivies jusqu'à leur source d'origine et les erreurs corrigées?
- iii. La cohérence: le même processus de collecte de données (y compris les processus d'instrument et d'échantillonnage) est-il appliqué dans le temps et entre les projets / régions? Les données sont-elles cohérentes en interne (les totaux sont égaux à la somme des parties, etc.)?
- iv. Une transparence: les procédures sont-elles écrites et les problèmes signalés?

c. Actualité : les données devraient être disponibles à une fréquence utile et être à jour pour éclairer le processus décisionnel de la direction. Les questions potentielles auxquelles il faudra répondre sont:

- Les données sont-elles collectées et communiquées aussi régulièrement que nécessaire?
- Les données rapportées sont-elles les plus récentes?
- La date de collecte des données est-elle clairement identifiée?
- Que pourrait-on faire pour améliorer la vitesse du système?

d. Précision: Les données doivent être suffisamment précises pour donner une image fidèle de la performance et permettre aux responsables de projet de prendre des décisions en toute confiance. Le changement attendu mesuré doit être supérieur à la marge d'erreur. L'erreur de mesure résulte principalement de la faiblesse de la conception d'un instrument de collecte de données, de contrôles inadéquats des biais dans les réponses ou les comptes rendus, ou d'enquêteurs mal formés ou supervisés. Les questions potentielles auxquelles il faudra répondre sont:

- La marge d'erreur est-elle indiquée?
 - La marge d'erreur est-elle inférieure à l'évolution attendue de l'indicateur?
 - La marge d'erreur est-elle acceptable pour la prise de décision, compte tenu des coûts / avantages?
 - La cible inclut-elle une marge d'erreur?
- e. **Objectivité / intégrité:** Les données collectées, analysées et rapportées doivent disposer de mécanismes permettant de réduire le risque de modification de données intentionnelle ou erronée. Le collecteur de données doit suivre les procédures de collecte de données et de contrôle de la qualité convenues pour assurer la cohérence, la fiabilité, l'objectivité et la précision des données. Les questions potentielles auxquelles il faudra répondre sont:
- Les données sont-elles sujettes à des manipulations politiques et / ou personnelles?
 - Existe-t-il des procédures de contrôle et des examens appropriés?
 - Existe-t-il une indépendance dans la collecte, la gestion et l'évaluation des données clés?
 - Existe-t-il un examen impartial de l'ensemble du processus de collecte de données?
 - Y a-t-il intégrité (entre les enregistrements)?

3.3 Période d'exécution

La durée d'exécution de ce contrat est de 6 mois, à partir de la date de démarrage. Notamment, le calendrier d'exécution proposé par le cabinet doit porter sur une période de 108 jours ouvrables tels que décrits dans le tableau 1 ci-dessous.

Toutefois le contrat restera valide pour une durée de 12 mois à compter de la date de démarrage. Les services fournis dans le cadre de ce contrat devraient s'étaler au maximum sur une durée de douze (12) mois civils. Cependant, le calendrier d'exécution proposé par le cabinet doit porter sur une période de 108 jours ouvrables tels que décrits dans le tableau 1 ci-dessous.

3.4 Tâches

3.4.1 Familiarisation avec le système de suivi et d'évaluation MCA-Morocco et le cycle de collecte de données-rapports de données

Le consultant devra prendre connaissance :

1. des différents travaux réalisés dans le cadre de l'analyse économique des activités retenues pour le financement dans le cadre du Compact II ;
2. des procédures en place pour la collecte, la consolidation et l'analyse des données relatives aux indicateurs de performance alimentant le tableau de suivi trimestriel des indicateurs. Il devra également prendre connaissance du Système d'information de Gestion de MCC (MIS) .

3.4.2 Phase d'orientation / de lancement

Une réunion de lancement entre le consultant, MCA-Morocco et MCC devrait avoir lieu à la date d'entrée en vigueur du contrat. Le but de la réunion est d'examiner le programme de travail détaillé décrit dans la proposition technique, de clarifier les questions relatives à l'étendue des travaux et à la mission, et de planifier la période du contrat. Tous les membres clés de l'équipe du consultant doivent être disponibles pour la réunion de lancement. La réunion de lancement aura lieu dans les bureaux de MCA-Morocco, mais les parties concernées qui ne peuvent pas y assister peuvent participer par conférence téléphonique. Le consultant doit prendre toutes les dispositions de voyage nécessaires et s'occuper de la logistique.

Livrable 1a - Notes de la réunion de lancement interne

Le consultant fournira les notes de la réunion de lancement contenant un résumé écrit de la réunion de lancement au plus tard deux (2) jours ouvrables après l'entrée en vigueur du contrat.

Livrable 1b - projet de rapport de démarrage

Le Consultant présentera **un projet de rapport de démarrage** à MCA-Morocco, au plus tard, le dixième (10^{ème}) jour ouvrable suivant la date d'entrée en vigueur du contrat.

Le projet de rapport initial doit décrire l'état de la mobilisation du consultant, y compris le déploiement de ressources humaines et matérielles (composition de l'équipe); les phases de travail, y compris les dates de soumission des principaux produits livrables; et calendrier détaillé des travaux (diagramme de Gantt). Le rapport doit fournir une méthodologie détaillée, un plan de travail détaillé comprenant le calendrier des activités et des tâches détaillées, les produits livrables, y compris l'heure de début et la durée de chacune, les phases et les interrelations, ainsi que l'affectation de main-d'œuvre et de ressources pour la durée des services.

Le rapport doit inclure, sans toutefois s'y limiter, les sections suivantes:

(1) Section I: Introduction

(a) Présente le contexte de la mission ainsi que les objectifs et la portée de la consultation.

(b) Inclut une description de l'approche de terrain et de la méthodologie à utiliser pour la conduite de la mission dans son ensemble.

(2) Section II: Méthodologie

(3) Section III: Plan de travail

(a) Fournit un plan de travail détaillé comprenant le calendrier des activités et les tâches détaillées, les livrables, les calendriers de reporting et le cas échéant, les tableaux associés.

Livrable 1c - Premier atelier ou réunion des parties prenantes

Le Consultant devra organiser une réunion des parties prenantes d'un à deux (1-2) jours à MCA-Morocco ou dans un lieu alternatif dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la date à laquelle MCA-Morocco lui soumettra ses observations sur le rapport initial.

L'objectif de l'atelier / des réunions avec les parties prenantes est de présenter les objectifs de l'étude, le plan de travail, la méthodologie, les exigences et le projet de rapport initial de la revue de la qualité des données. Les participants à la réunion comprennent: MCA-Morocco, MCC et les points de contact des entités d'exécution. MCA-Morocco invitera les parties prenantes et prendra toutes les dispositions nécessaires pour la présentation (installations, logistique, calendriers, etc.) en consultation avec le Cabinet.

Les interactions initiales avec les parties prenantes devraient aider le consultant à finaliser son

plan de travail, à coordonner le travail sur le terrain, à examiner les données préliminaires et à obtenir plus d'informations sur les entités de mise en œuvre et les parties prenantes de MCA-Morocco. Cela devrait également permettre au consultant de déterminer si une autre partie a déjà effectué un travail similaire à celui du consultant.

Livrable 1d - Rapport final de démarrage

Le **rapport final de démarrage** doit être soumis à la fermeture des bureaux (5) jour ouvrable après la tenue du premier atelier destiné aux parties prenantes. Le rapport doit résumer tout changement apporté aux plans de travail ou à la méthodologie de revue de la qualité des données résultant de l'évaluation initiale des documents secondaires et des interactions avec les parties prenantes du Compact, et doit répondre à tous les commentaires ou préoccupations de MCA-Morocco.

3.4.3 Phase de revue de la qualité des données

Après approbation du rapport de démarrage final, le consultant procédera à la revue de la qualité des données sur une période de 4 semaines (20 jours ouvrables) Le consultant organisera tous les travaux sur le terrain et collaborera avec MCA-Morocco pour organiser toutes les réunions nécessaires. Après approbation du rapport de démarrage final, le consultant procédera à la revue de la qualité des données et organisera tous les travaux sur le terrain et collaborera avec MCA-Morocco pour organiser toutes les réunions nécessaires sur une période de 4 semaines (20 jours ouvrables)

Le Consultant doit s'efforcer en outre de remplir une liste de contrôle avec le personnel des entités d'exécution concernant les critères de revue des indicateurs et de RQD, mais doit également consulter les données réelles et effectuer des analyses préliminaires afin de bien comprendre la qualité des données et les limites associées. Les critères de la section 3.2 sont des directives générales et le consultant doit déterminer celles qui sont appropriées pour examiner les données de MCA-Morocco.

Livrable 2a - Rapport préliminaire de revue de la qualité des données

Le projet de rapport de revue de la qualité des données doit être soumis dix (10) jours ouvrables après la fin du travail sur le terrain. MCA-Morocco distribuera le projet de rapport aux parties prenantes avant le produit livrable 2b. Le rapport doit être organisé par composante clé du Compact, comme suit:

1. Projet Education et Formation pour l'employabilité
 - A. Education secondaire
 - B. Formation professionnelle et emploi
2. Productivité du foncier
 - A. Gouvernance du Foncier
 - B. Foncier Industriel
 - C. Foncier Rural

Comme indiqué ci-dessus dans l'étendue des travaux (EDT), le cabinet doit également procéder à un examen approfondi de la pertinence des indicateurs. En d'autres termes, le consultant doit évaluer les indicateurs tels qu'ils sont définis et fournis, les rapports / calculs, la collecte de données et / ou d'autres erreurs, et comment elles sont mesurées et se rapportent à la logique du programme et aux résultats escomptés par le Compact. L'examen devrait aider MCA-Morocco et

ses partenaires à comprendre les limites analytiques des indicateurs, à identifier les lacunes du pool d'indicateurs actuel et à identifier les moyens d'améliorer le suivi du Compact.

Le rapport de revue de la qualité des données doit inclure les sections suivantes :

(1) Résumé des principales constatations

(2) Aperçu de la logique du programme et des indicateurs clés

(3) Évaluation des indicateurs

(a) Comprend un aperçu des lacunes des indicateurs utilisés pour développer la logique du programme ainsi que le tableau de suivi des indicateurs (TSI) et suggère des mesures d'atténuation pour remédier aux lacunes identifiées.

(b) Devrait également fournir un tableau avec les meilleurs indicateurs à utiliser lors de la communication régulière des résultats du Compact au sein de MCA-Morocco.

(4) Vérification des données

a) valeurs de base (situation de référence) et objectifs (cibles)

(b) Nouvelles sources de données recommandées

(5) Procédures, processus et rapports de collecte de données

(a) Une description, pour chaque indicateur, de la manière dont les données sont produites depuis le début jusqu'aux données rapportées dans le TSI.

(b) Décrire les lacunes des procédures, processus et rapports de collecte de données.

(c) Une évaluation de la gestion des actifs de données. Le cabinet doit établir un inventaire de chaque actif de données et évaluer sa gestion en fonction de critères convenus.

(d) Si des ressources additionnelles sont nécessaires pour assurer ou améliorer la qualité de la collecte de données, identifier et chiffrer ces ressources supplémentaires ainsi que les stratégies d'échantillonnage pour mesurer et vérifier la qualité résultant des investissements du Compact.

(6) Recommandations détaillées

(a) Les recommandations devraient être rentables et clairement exploitables. Le consultant élaborera un plan de travail stipulant le calendrier, le niveau d'effort des parties responsables et les coûts associés à la mise en œuvre des recommandations dans le cadre du rapport à produire avant la prochaine revue de la qualité des données, le cas échéant.

b) Afin de garantir la durabilité et l'impact de ces activités, les recommandations du cabinet devraient également, dans la mesure du possible, viser à renforcer les capacités de suivi et d'évaluation des partenaires, en particulier les entités d'exécution et MCA-Morocco.

(7) Annexe - inclure, sans toutefois s'y limiter:

(a) Annexe I - Diagramme des flux de données pour chaque source de données. Cela devrait résumer le processus par lequel les données de chaque indicateur sont produites.

(b) Annexe II - Formulaires DQR contenant des informations sur les organisations / entités d'exécution examinées et un inventaire de chaque actif / source de données détaillant la gestion des informations et des données collectées.

(c) Annexe III - Plan de travail pour la mise en œuvre des recommandations (doit inclure des dates précises, dans la mesure du possible, les parties responsables et les coûts associés pour chaque activité).

(d) Annexe IV - tous les livrables produits dans le cadre de la mission.

(8) Bibliographie annotée - cela comprend:

(a) La liste des documents examinés (lorsque de nouveaux documents ont été obtenus, le cabinet doit les soumettre à MCA-Morocco avec le rapport principal).

(b) La liste des participants, y compris les personnes interrogées par institution / entité d'exécution.

(c) Les données mises à jour (si nécessaire).

Il est prévu que la mise en œuvre des recommandations formulées par le cabinet nécessite peut-être des éclaircissements allant au-delà de ce qui peut être indiqué dans un rapport et, en outre, que le personnel de MCA-Morocco voudra discuter des recommandations une fois qu'elles auront été soumises par écrit. Le personnel de MCA-Morocco discutera des recommandations du cabinet et communiquera tout commentaire sur les recommandations nécessitant une modification et / ou des questions nécessitant des éclaircissements supplémentaires.

Livrable 2b - Présentation des premiers résultats et discussion avec les intervenants

Le Cabinet présentera et discutera des conclusions de l'ébauche du rapport de revue de la qualité des données dans **les dix (10) jours ouvrables** suivant la réception des observations de MCA-Morocco sur l'ébauche du rapport DQR. La présentation du projet de rapport aux parties prenantes doit se faire lors d'un atelier de parties prenantes d'un (1) à deux (2) jours. La présentation sera en français et les principaux acteurs y participeront, comme convenu à l'avance avec l'Agence MCA-Morocco. La liste des parties prenantes peut inclure, sans toutefois s'y limiter, les équipes de gestion, les entités de mise en œuvre et les responsables de la mise en œuvre de MCC et de l'Agence MCA-Morocco.

Le Cabinet devrait distribuer une présentation PowerPoint du rapport 2 à 3 jours avant sa présentation à l'Agence MCA-Morocco et à toutes les parties prenantes qui seront invitées à l'atelier. L'Agence MCA-Morocco prendra toutes les dispositions nécessaires pour la présentation (installations, logistique, calendriers, etc.) en consultation avec le cabinet. Les commentaires fournis par les parties prenantes seront incorporés dans le rapport principal final pour la revue de la qualité des données.

Livrable 2c - Rapport final de revue de la qualité des données

Le rapport final de revue de la qualité des données doit être soumis cinq (5) jours ouvrables après l'atelier tenu avec les parties prenantes et la discussion des conclusions, et doit répondre à tous les commentaires et préoccupations de l'Agence MCA-Morocco. Conformément à la Politique de Suivi et d'Évaluation de MCC, les commentaires du MCA-Morocco sur le rapport final de revue de la qualité des données, y compris les recommandations qui seront mises en œuvre, et le plan d'action du MCA-Morocco doivent être soumis en anglais et sera examiné et complété si nécessaire par MCC. Ces éléments seront ensuite joints au rapport final de revue de la qualité des données et mis à la disposition du public sur le site Web du MCA-Morocco.

3.4.4 Besoins et phase de renforcement des capacités

Livrable 3a - Rapport sur les compétences requises et le renforcement des capacités

Le projet de rapport sur les compétences requises et le renforcement des capacités doit être soumis 10 jours ouvrables après le rapport final de revue de la qualité des données (livrable 2c). Le rapport doit inclure, sans toutefois s'y limiter, les sections suivantes:

(1) Section I: Résumé des recommandations

(2) Section II: Évaluation des compétences requises par la gestion des actifs/sources de données.

(a) Identifier les interventions de développement des capacités rentables pour MCA-Morocco et ses entités de mise en œuvre. Cela peut inclure la rédaction de descriptions de travail et / ou de termes de référence détaillés pour les compétences requises, l'identification de possibilités de formation, de nouvelles ressources, ainsi qu'une stratégie et des mesures permettant d'évaluer l'amélioration continue.

(b) Si cela est jugé nécessaire lors de la phase précédente, préparez un descriptif des spécifications et des coûts estimés.

(3) Section III: Programme de renforcement des capacités

(a) Tout programme de renforcement des capacités devrait être rentable et être lié aux objectifs de performance et aux résultats clés.

Livrable 3b - Manuel provisoire de revue de la qualité des données

Le projet de manuel sur la qualité des données doit être soumis 10 jours ouvrables après réception des commentaires de MCA-Morocco sur le livrable (3a). Le rapport doit inclure, sans toutefois s'y limiter, les sections suivantes:

(1) Section I: Résumé

(a) Présente un aperçu de l'approche, des objectifs clés et des concepts pour effectuer une revue de la qualité des données

(2) Section II: Principales tâches, rôles, responsabilités et calendrier de reporting

(3) Section III Méthodes / Directives sur la collecte et la mesure des données pour chaque indicateur du plan de S&E

(4) Section IV: Procédures DQR

(a) Recommander des outils, protocoles et procédures appropriés que l'Agence MCA-Morocco et les entités d'exécution pourraient utiliser pour les examens de routine de la qualité des données.

(b) Fournir des orientations et / ou des modèles spécifiques sur la manière dont l'Agence MCA-Morocco et les entités d'exécution devraient planifier et exécuter des examens internes de la qualité des données de tous les indicateurs et données utilisés dans le plan de S&E.

(c) Identifier les processus et procédures pour les examens ultérieurs tiers de la qualité des données à effectuer chaque année dans le cadre de la clôture du Compact.

Livrable 3c - Présentation aux intervenants des produits livrables 3a et 3b

Le Cabinet présentera et discutera des résultats des livrables 3a et 3b dans les quatre jours ouvrables suivant la réception des commentaires de l'Agence MCA-Morocco sur les livrables 3a et 3b.

La présentation sera en français et réunira les principales parties prenantes, comme convenu à l'avance avec l'Agence MCA-Morocco. La liste des parties prenantes peut inclure, sans toutefois s'y limiter, les équipes de gestion de MCC et de l'Agence MCA-Morocco, les entités de mise en œuvre et les parties prenantes externes appropriées. Le consultant doit fournir sa présentation PowerPoint aux parties prenantes 2 à 3 jours avant la présentation. L'Agence MCA-Morocco prendra toutes les dispositions nécessaires pour la présentation (installations, logistique, calendriers, etc.) en consultation avec le consultant. La présentation des projets de rapport aux parties prenantes doit se faire lors d'un atelier d'un à deux (1-2) jours. Les commentaires fournis par les parties prenantes seront incorporés dans les principaux rapports finaux.

Livrable 3D - Rapport final sur les compétences requises et le renforcement des capacités

Le rapport final sur les compétences requises et le renforcement des capacités doit être soumis 10

jours ouvrables après l'atelier des parties prenantes et de la discussion des résultats, et doit répondre à tous les commentaires et préoccupations de MCA-Morocco.

Livrable 3E - Manuel final d'examen de la qualité des données

Le manuel final de revue de la qualité des données du Compact doit être soumis 5 jours ouvrables après la présentation du rapport final sur les compétences requises et le renforcement des capacités.

Résumé des livrables

Tableau 1: Produits à livrer et nombre de jours de travail associés

	Activité DQR	Nombre de jours ouvrables	Durée cumulée des jours ouvrables
	Démarrage		
1	Première réunion de lancement [livrable 1a]	1	1
2	Le cabinet soumet les notes de la réunion de lancement	1	2
3	Le cabinet soumet un projet de rapport initial [livrable 1b]	8	10
5	Le cabinet organise le premier atelier destiné aux parties prenantes [livrable 1c]	10	20
6	Le cabinet incorpore les commentaires et soumet le rapport de démarrage final [livrable 1d]	5	25
	Travail sur le terrain		
7	Phase DQR - Travail sur le terrain	20	45
	Analyse de données et rédaction de rapports		
8	Le cabinet soumet une ébauche de rapport de revue de la qualité des données [livrable 2a]	10	55
10	Le cabinet présente ses conclusions initiales sur le rapport d'examen de la qualité des données [livrable 2b]	10	65
11	Le cabinet intègre les commentaires et soumet le rapport final d'examen de la qualité des données [livrable 2c]	5	70
12	Le cabinet soumet une ébauche du rapport sur les compétences requises et le renforcement des capacités [livrable 3a]	10	80
14	Le cabinet soumet une version préliminaire du manuel d'examen de la qualité des données [produit livrable 3b]	10	90

	Activité DQR	Nombre de jours ouvrables	Durée cumulée des jours ouvrables
16	Le cabinet présente les produits livrables 3a et 3b à l'Agence MCA-Morocco	3	93
17	Le cabinet soumet le rapport final sur les compétences requises et le renforcement des capacités [livrable 3d]	10	103
18	Le cabinet soumet le manuel final d'examen de la qualité des données [Livrable 3e]	5	108

* L'examen du projet de compétences requises et de renforcement des capacités de MCA-Morocco est concomitant avec la rédaction par le consultant du manuel de revue de la qualité des données

Le cabinet peut proposer des ajustements à la planification des livrables décrits ci-dessus, à condition que toute planification de remplacement reste dans la période d'environ six (6) mois allouée pour la période d'exécution du présent contrat.

Le cabinet devrait noter que l'Agence MCA-Morocco examinera les projets de rapports et les livrables et fournira un retour d'information dans un délai de 10 jours ouvrables. Le cabinet dispose de 5 jours ouvrables pour intégrer les remarques de MCA-Morocco au livrable concerné.

4 INSTALLATIONS, ÉQUIPEMENT ET MISE EN MARCHE

4.1 Installations et équipements à fournir par le consultant

Le lieu principal de l'équipe du cabinet sera Rabat. Le Cabinet devrait être présent dans le pays pendant la période d'exécution. Le consultant doit se rendre sur les sites et dans les bureaux du projet pour toutes les entités d'implémentation, le cas échéant.

Il incombe également au cabinet de veiller à ce que le transport soit conforme aux exigences de la mission, y compris les visites sur le terrain, les enquêtes, les déplacements réguliers et / ou ad-hoc sur les sites du projet. Le contractant est responsable, le cas échéant, des assurances complètes couvrant son personnel.

Le cabinet sera responsable de toutes les ressources en personnel requises, espace de bureau, transport (local et outre-mer), hébergement, les communications, les ordinateurs et ses accessoires, traductions / interprétation (si nécessaire), assurance (le cas échéant), la formation du personnel, et d'autres coûts liés à l'exercice de ses responsabilités. Aucun frais remboursable ne sera payé.

4.2 Appui de l'Agence MCA-Morocco et des entités d'implémentation

L'Agence MCA-Morocco fournira au cabinet les informations et l'assistance suivantes:

- (a) Accès à tous les rapports, schémas, cartes, données et autres documents nécessaires, relatifs au projet et qui peuvent déjà être disponibles ;
- (b) Des lettres d'introduction facilitant l'accès aux différentes parties prenantes, ministères, autorités gouvernementales et agences dont les activités et les rôles sont essentiels à la mission du cabinet ;
- (c) Fournir un soutien aux ateliers des parties prenantes en organisant toute la logistique, y compris les emplacements, les collations et tous les autres coûts.

Le Cabinet recevra toute la documentation nécessaire sur le Compact et le plan de S&E. Ces documents doivent inclure, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants:

- (d) L'accord du Compact, qui comprend un résumé du plan de S&E (annexe III); le Compact est également disponible sur le site Web (www.mcc.gov).
- (e) Dernière version du plan de S&E pour le MCA-Morocco.
- (f) L'accès à tous les rapports, schémas, cartes, données et autres documents nécessaires relatifs au projet et qui seront disponibles.
- (g) Les lettres d'introduction auprès des différentes parties prenantes, des ministères et autorités gouvernementales et des agences dont les activités et missions sont essentiels à la mission du Consultant.
- (h) Données collectées pour les indicateurs Compact reçus des entités d'implémentation.
- (i) Politiques pertinentes de MCC: Politique de MCC en matière de suivi et d'évaluation des programmes Compact et Seuil, Orientations de MCC pour l'analyse économique et les profils de bénéficiaires, Orientations de MCC pour les indicateurs communs, Lignes directrices de MCC en matière de genre et d'intégration du genre (disponibles sur le site Web (www.mcc.gov)).
- (j) Rapports connexes utilisés lors du développement des activités du Compact :
 - (i) Rapport d'analyse des contraintes économiques.
 - (ii) Rapport d'étude de faisabilité du projet.
 - (iii) Tous les documents pertinents relatifs aux études en cours et à la planification des programmes.

Les informations présentées ci-dessus permettront au Cabinet de se familiariser avec les projets et activités du Compact, ses objectifs ou résultats attendus et ses indicateurs clés.

5 LIVRABLES ET CALENDRIER DES LIVRABLES

Nous estimons qu'il ne faudra pas plus de six (6) mois de services pour l'étude, hors délais de validation. La date de prise d'effet du contrat est la date d'envoi par l'Agence MCA-Morocco au Consultant de l'ordre de service qui devra intervenir au moins vingt-huit (28) jours après la date de signature du Contrat par les deux parties.

Le cabinet devra être disponible pendant toute la durée des services et sera responsable de la gestion des services. Cela comprend la supervision et la gestion de la consultation, la liaison avec l'Agence MCA-Morocco et les autres parties, la gestion du bureau et le contrôle de la qualité des services. Dans le cadre de la gestion de projet, un certain nombre de réunions entre l'Agence MCA-Morocco et le cabinet peuvent être programmées à tout moment. Le consultant produira un procès-verbal de toutes les rencontres. Le Cabinet soumettra tous les livrables au Directeur du Suivi, de l'Evaluation et de l'Analyse Economique de l'Agence MCA-Morocco pour approbation.

Le Cabinet produira les rapports généralement décrits dans le tableau 2 ci-dessous selon les normes techniques internationales les plus strictes. Vous trouverez ci-dessous la liste des produits livrables attendus du consultant, leur contenu et les délais généraux de soumission. Le cabinet proposera un calendrier précis pour les délais de soumission dans le rapport initial.

Tableau 2: Spécifications des livrables et décaissement des fonds

Numéro du livrable	Titre du rapport	Type de copie (électronique ou physique)	Date de soumission (jours ouvrables après la date d'entrée en vigueur du contrat – hors délais de validation)	Format de rapport / Exigences particulières
Phase I				
Tâche 1: Phase de démarrage				
1 (a)	Notes de la réunion de lancement	Copies électroniques	2	Copies électroniques en MS Word
1 (b).	Rapport préliminaire de démarrage	Copies électroniques	10	Copies électroniques en MS Word. Le rapport préliminaire devrait être présenté à MCA-Morocco pour discussion et commentaires.
1 (c).	Atelier de démarrage avec les parties prenantes	Copies électroniques	20	Copies électroniques en MS Word ou PowerPoint
1 (d).	Rapport définitif de démarrage	Copies électroniques et cinq (5) copies physiques	25	Copies électroniques en MS Word
TASK 2: Data Quality Review Phase				
2 (a).	Rapport préliminaire de revue de la qualité des données	Copies électroniques	55	Copies électroniques en MS Word. Le rapport préliminaire devrait être présenté à MCA-Morocco pour discussion et commentaires.

Numéro du livrable	Titre du rapport	Type de copie (électronique ou physique)	Date de soumission (jours ouvrables après la date d'entrée en vigueur du contrat – hors délais de validation)	Format de rapport / Exigences particulières
2 (b).	Présentation des premiers résultats	Copies électroniques	65	Copies électroniques en MS Word. Le rapport préliminaire devrait être présenté à MCA-Morocco pour discussion et commentaires.
2 (c).	Rapport final de RQD	Copies électroniques et cinq (5) copies physiques	70	Copies électroniques en MS Word.
Tâche 3 : phase d'identification des besoins et renforcement des capacités				
3 (a).	Projet de rapport sur les compétences requises et le renforcement des capacités	Copies électroniques et cinq (5) copies physiques	80	Copies électroniques en MS Word.
3 (b).	Manuel provisoire d'examen du suivi et de l'évaluation et de la qualité	Copies électroniques et cinq (5) copies physiques	90	Copies électroniques en MS Word

Numéro du livrable	Titre du rapport	Type de copie (électronique ou physique)	Date de soumission (jours ouvrables après la date d'entrée en vigueur du contrat – hors délais de validation)	Format de rapport / Exigences particulières
	des données			
3 (c).	Présentation des livrables 3a et 3b aux parties prenantes	Copies électroniques	93	Copies électroniques en MS PowerPoint
3(d)	Rapport final sur les compétences requises et le renforcement des capacités	Copies électroniques et cinq (5) copies physiques	103	Copies électroniques en MS Word. Le projet de rapport devrait être présenté au MCA-Morocco pour discussion et commentaires.
3(e)	Manuel final de revue de la qualité des données	Copies électroniques et dix (10) copies physiques	108	Copies électroniques en MS Word

NB : l'ensemble des supports numériques devront être rassemblés sur un disque dur externe, d'une capacité suffisante.

Le Cabinet devrait noter que le paiement des frais pour les services est lié à l'acceptation de livrables individuels par l'Agence MCA-Morocco. Le Cabinet doit noter que: tous les rapports seront considérés comme draft jusqu'à ce qu'ils soient examinés et acceptés par MCA-Morocco de la façon suivante :

Le prestataire devra soumettre les livrables pour revue technique par l'Agence MCA-Morocco qui valide dans un délai de 10 jours ouvrables et propose des améliorations des livrables auxquelles devrait répondre le prestataire dans un délai de 5 jours ouvrables.

6 GESTION DES SERVICES

6.1 Cabinet de conseil et personnel

Le cabinet de conseil est censé fournir les experts appropriés qui apporteront leurs contributions conformément au programme de travail. L'équipe proposée doit comprendre au moins le personnel clé comme suit. Les besoins supplémentaires en personnel ainsi que les profils (non

clé) doivent être proposés par le consultant, en fonction de la méthodologie et de la démarche proposées par le consultant. Tout le personnel clé employé devra maîtriser le français pendant l'exécution du contrat et tous les rapports devraient être rédigés en français.

Chef d'équipe expert en suivi et évaluation

Qualifications et compétences

1. Au minimum un Bac+5 en suivi et évaluation, économie, statistiques, ou équivalent.

Expérience professionnelle générale

1. Au moins quinze (15) années d'expérience générale dans la collecte et l'analyse de données, dont au moins une expérience en tant que chef d'équipe ;
2. Au moins sept (7) années d'expérience générale dans le suivi et évaluation de la performance y compris l'utilisation des indicateurs de performance. Une expérience spécifique aux secteurs concernés par le Compact est un atout ;

Expérience professionnelle spécifique

1. Expérience dans le suivi des performances et des audits de qualité des données d'au moins trois (3) projets similaires, de préférence au Maroc et dans les pays en développement.
2. Maîtrise du français parlé et écrit. L'anglais est un atout.
3. Maîtrise de l'informatique, notamment dans l'utilisation d'outils de présentation et tableurs.

Expert en analyse de données foncières

Qualifications et compétences

1. Au moins un bac+5 en droit privé, économie ou autre domaine en lien avec le foncier.

Expérience professionnelle générale

1. Au moins sept (7) années d'expérience générale dans l'analyse de données foncières, y compris une expérience des indicateurs relatifs à la performance des terres utilisés dans le Compact.
2. Solides compétences en matière de collecte de données quantitatives et d'analyse, en particulier dans le secteur foncier
3. Vaste expérience et / ou familiarité avec les normes locales et internationales en matière de foncier, le suivi de la performance, l'analyse comparative et les institutions et politiques foncières.

Expérience professionnelle spécifique

4. Au moins cinq (5) années d'expérience dans conception et l'utilisation d'outils de collecte de données pour le suivi de la performance du foncier.
5. Expérience dans la mise en œuvre d'au moins deux (2) projets similaires dans le secteur foncier ou connexes, de préférence dans des pays en développement.
6. Maîtrise du français parlé et écrit. L'anglais est un atout.
7. Maîtrise de l'informatique, notamment dans l'utilisation de tableurs.

Expert en analyse de données liées au secteurs de l'éducation et du marché de travail

Qualifications et compétences

1. Au moins un bac+5 en sciences de l'éducation, en économie ou autre domaine en lien avec l'éducation et l'emploi.

Expérience professionnelle générale

1. Au moins dix (10) années d'expérience générale dans l'analyse de données de l'éducation et du marché de travail, y compris une expérience en matière des indicateurs relatifs à la performance de ces secteurs utilisés dans le Compact.
2. Solides compétences en matière de collecte de données quantitatives et d'analyse, en particulier dans le secteur de l'éducation et du marché de travail
3. Vaste expérience et / ou familiarité avec les normes locales et internationales en matière d'éducation et d'emploi, le suivi de la performance, l'analyse comparative et les institutions et politiques d'éducation et du marché de travail.

Expérience professionnelle spécifique

1. Au moins cinq (5) années d'expérience dans la conception et l'utilisation d'outils de collecte de données pour suivi de la performance de l'éducation et du marché de travail.
2. Expérience dans la mise en œuvre d'au moins deux (2) projets similaires dans le secteur de l'éducation et du marché de travail ou connexes, de préférence dans des pays en développement.
3. Maîtrise du français parlé et écrit. L'anglais est un atout.
4. Maîtrise de l'informatique, notamment l'utilisation de tableurs.
5. Expérience de travail dans la région MENA ou dans d'autres pays en développement
6. Une expérience de travail dans l'éducation et le marché de travail au Maroc est un atout.

Autres experts

Les CV des experts autres que le personnel clé (par exemple, le personnel administratif et / ou de soutien) ne sont pas examinés au cours du processus d'évaluation, mais leurs CVs doivent être présentés dans le même format que celui indiqué dans le formulaire TECH-11. Toutefois, les noms des experts proposés, leurs apports et leurs positions doivent être indiqués à la fois dans les propositions techniques et financières (veuillez noter que la proposition financière doit également indiquer le taux de rémunération de ces experts).

6.2 Exigences de reporting

Tous les rapports doivent être soumis par voie électronique, en français. Tous les documents doivent être soumis en Microsoft Word. Les feuilles de calcul doivent être soumises dans Microsoft Excel. Les calendriers doivent être soumis dans Microsoft Project. Les fichiers photo numériques doivent être soumis au format JPG. Toutes les données SIG doivent être soumises au format ArcGIS et PDF, avec la forme de base et les fichiers raster. Toutes les présentations doivent être soumises dans Microsoft PowerPoint. Toutes les données brutes non soumises via des feuilles de calcul doivent être soumises au format Microsoft Access (fichier *.accdb),

STATA (fichier * .dta) ou SPSS (fichier * .sav). Tout autre format doit être accepté par l'Agence MCA-Morocco et MCC.

L'intitulé et le numéro du marché doivent figurer sur chaque rapport. En outre, chaque rapport doit être accompagné d'une lettre ou d'un autre document identifiant clairement le rapport / le produit livrable présenté.

L'emballage de tous les livrables en version papier, livrés en vertu de la présente consultation doit être conforme aux pratiques commerciales et adéquat pour assurer l'acceptation par le transporteur public et l'arrivée à destination en toute sécurité. L'intitulé et le numéro du contrat doivent figurer sur chaque colis, rapport ou autre produit livrable.

MCC et l'Agence MCA-Morocco doivent être reconnus dans toutes les recherches ou tous les rapports financés au titre du présent contrat.

7 Annexes

7.1 Annexe 1 : Liste des indicateurs à examiner par la revue de la qualité des données

Projet Éducation et Formation pour l'Employabilité

A. Activité de Développement de la Formation Professionnelle et de l'emploi

A.1 Programme de formation professionnelle

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Situation de référence	Cible fin de Compact
Résultat	Les réformes juridiques, financières et politiques adoptées	Le nombre de réformes adoptées par le secteur public attribuables au soutien du Compact et qui augmentent la capacité du secteur de la formation professionnelle à améliorer l'accès, la qualité et / ou la pertinence.	Nombre	Cumulatif		Rapport d'activité	MCA/ DFP	Trimestrielle	0	1
Processus	Plan d'Action pour l'intégration du genre et l'inclusion sociale	Date à laquelle le Plan d'Action d'intégration du genre et d'inclusion sociale est	Date	Date		Plan d'Action Adopté	MCA/DFP	Une fois	N/A	30-sept-18

		approuvé.								
Résultat	Nouveaux centres de formation professionnelle gérés en partenariat public-privé (PPP) et centres de formation professionnelle existants convertis vers des modèles de gestion impliquant davantage le secteur privé	Le nombre de centres de formation professionnelle nouveaux et existants opérationnels subventionnés par le Compact, et qui ont officiellement inscrit des stagiaires.	Nombre	Cumulatif	Créations/ Extensions et reconversions	Carte de formation professionnelle	MCA/DFP	Trimestrielle	0	A Déterminer
Processus	Pourcentage du Fonds Charaka déboursé.	Pourcentage de déboursement Fonds Charaka (portion financée par le Compact uniquement), tel qu'indiqué dans les Accords de Subvention signés. La valeur résiduelle de tout Accord de Subvention signé qui sera résilié sera retirée du montant total	Pourcentage	Cumulatif		Agent Fiscal	MCA/ Gestionnaire du Fonds Charaka	Trimestrielle	0	100

		déclaré.								
Processus	Valeur des Accords de Subvention signés.	Valeur totale (engagée) des conventions de subvention ayant été signées. Toutes les conventions de subvention signées, mais ayant été résiliées par la suite seront retranchées du montant total communiqué.	Dollars Américains	Cumulatif		Agent Fiscal	MCA/ Gestionnaire du Fonds Charaka	Trimestrielle	0	A Déterminer
Processus	Nombre des Accords de Subvention signés.	Nombre des Accords de Subvention signés. Tous les Accords de Subvention signés qui ont été résiliés seront retirés du total déclaré.	Nombre	Cumulatif		Accords de Subvention	MCA/ Gestionnaire du Fonds Charaka	Trimestrielle	0	A Déterminer
Processus	Investissements du Fonds Charaka déboursés.	La valeur totale des financements par subvention déboursée par le Fonds Charaka (y compris les contributions de MCC et du GdM).	Dollars Américains	Cumulatif		Agent Fiscal	MCA/ Gestionnaire du Fonds Charaka	Trimestrielle	0	93 350 000
Processus	Conception du nouveau	L'approbation de la	Date	Date		Rapport de conception	Manager du Project	Une fois	N/A	30-sept-18

	modèle financier de la Formation Professionnelle .	conception du nouveau modèle financier de la formation professionnelle .				de la Formation Professionnelle	EFTP (MCA-M)			
Processus	Valeur de Co-financement engagée par rapport aux fonds Charaka.	Valeur totale des contributions de financement des partenaires / cofinancements obtenus dans le cadre du fonds Charaka. Le montant du cofinancement de tout accord signé qui sera résilié sera supprimé du montant total déclaré. (N'inclut pas les fonds Compact)	Dollars Américains	Cumulatif		Conventions des subventions signées	Manager du Project EFTP (MCA-M)	Trimestrielle	0	Pas de Cible
Résultat	Nombre des nouveaux emplois permanents créés dans les centres de formation professionnelle	Le nombre de nouveaux emplois permanents créés dans le cadre du fonds « Charaka »	Nombre	Cumulatif	Genre (Femmes/Hommes)	MCA/DFP	MCA/DFP	Annuelle	0	A Déterminer

A.2 Programme EMPLOI

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Situation de référence	Cible à la Fin du Compact
Effet	Nombre de bénéficiaires employés après l'achèvement du programme de placement moyennant un financement basé sur les résultats	Le nombre de bénéficiaires employés après l'achèvement du programme de placement moyennant un financement basé sur les résultats	Nombre	Cumulatif	Genre (Femmes/Hommes)	Rapport d'avancement de l'assistance technique	MCA-M/DE	Trimestrielle	0	A Déterminer
Effet	Le nombre d'employés placés retenus dans un emploi	Le nombre d'employés retenus après l'achèvement du programme de placement moyennant un financement basé sur les résultats	Nombre	Cumulatif	Genre (Femmes/Hommes)	Rapport d'avancement de l'assistance technique	MCA-M/DE	Trimestrielle	0	A Déterminer
Résultat	Le nombre de Participants au programme de placement utilisant le financement basé sur les résultats	Le nombre de Participants aux nouveaux programmes de placement utilisant le financement basé sur les résultats	Nombre	Cumulatif	Genre (Femmes/Hommes)	Rapport d'avancement de l'assistance technique	MCA-M/DE	Trimestrielle	0	A Déterminer
Résultat	Conception et outils de mise en œuvre d'un nouveau programme de placement	Date d'approbation des livrables relatives à la conception et aux outils de mise en	Date	Date		Livrable de conception approuvé	MCA/DE	Une fois		31-déc-18

	moyennant un financement basé sur les résultats	œuvre d'un nouveau programme de financement basé sur les résultats								
Processus	Assistance technique portant sur développement de programmes d'emploi inclusif utilisant le financement basé sur les résultats.	La date de contractualisation d'assistance technique relative au développement de programmes d'emploi inclusif par au financement basé sur les résultats	Date	Date		Passation de Marché MCA	MCA/DE	Une fois		31-mars-18
Processus	Plan d'Action détaillé de l'assistance technique à l'ANAPEC pour améliorer la gestion du programme TAEHIL	Date d'approbation du Plan d'Action annuel de l'assistance technique à l'ANAPEC pour améliorer la gestion du programme TAEHIL	Date	Date		Procès-verbal de la réunion de revue du livrable	MCA/DE	Une fois		30-sept-18
Processus	Plan d'action de l'assistance technique relative à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel	Date de validation des livrables relatifs au design l'assistance technique portant sur la promotion de l'équité genre en milieu professionnel	Date	Date		Plan d'Action Approuvé	MCA/DE & DGIS	Une fois		31-mars-18
Résultat	Nombre de projets de recherche réalisées	Nombre de projets de recherche ayant soumis un rapport final au Comité scientifique	Nombre	Cumulatif		Déclarations des Partenaires de Recherche	MCA/DE	Trimestrielle	0	A Déterminer
Processus	Nombre de	Nombre de	Nombre	Cumulatif		Rapport du	MCA/DE	Trimestrielle	0	A

	propositions de recherche soumises	propositions de recherche soumises à l'examen du Comité scientifique				Comité Scientifique				Déterminer
Processus	Nombre de propositions de projets de recherche approuvées	Nombre de projets de recherche sélectionnés par le Comité scientifique	Nombre	Cumulatif		Rapport du Comité Scientifique	MCA/DE	Trimestrielle	0	A Déterminer
Processus	Attribution de l'assistance technique portant sur l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	La date d'attribution du contrat d'assistance technique portant sur l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	Date	Date		Passation de Marché MCA	MCA-M	Une fois		30-sept-17
Processus	Plan d'action détaillé de l'assistance technique portant sur l'appui à l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	Date d'approbation du plan d'action annuel pour l'opérationnalisation d'un dispositif intégré d'observation du marché du travail	Date	Date		Procès-verbal de la réunion du comité de pilotage de l'activité	MCA/DE	Une fois		30-sept-18

B. activité éducation secondaire

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Situation de référence	Cible fin de Compact
Effet	Diplômés des activités d'éducation Secondaire soutenues par la MCC	Le nombre d'élèves diplômés de la dernière année de chaque niveau d'éducation (Enseignement secondaire collégial, enseignement secondaire qualifiant, etc....) dans les programmes soutenus par la MCC.	Nombre	Cumulatif	(A) Genre (Femmes/Hommes); (B) Niveau d'éducation; C) (Rural, Urbain)	Système MASSAR	AREF / MCA-DES	Annuelle	0	26,906/An
Effet	Diplômés des activités de l'enseignement secondaire collégial soutenues par la MCC (Collèges)	Le nombre d'élèves diplômés de la dernière année de l'enseignement secondaire collégial dans les programmes soutenus par le Compact.	Nombre	Cumulatif	(A) Genre (Femmes/Hommes); (B) (Rural, Urbain)	Système MASSAR	AREF / MCA-DES	Annuelle	0	17,937/An
Effet	Diplômés des activités de l'enseignement secondaire qualifiant soutenues par la MCC (Lycées)	Le nombre d'élèves diplômés de la dernière année de l'enseignement secondaire du Lycée dans les programmes soutenus par le Compact.	Nombre	Cumulatif	(A) Genre (Femmes/Hommes); (B) (Rural, Urbain)	Système MASSAR	AREF / MCA-DES	Annuelle	0	8,969/An
Effet	Budget de l'établissement alloué pour les directeurs	Montant total du budget de l'établissement alloué pour l'année scolaire.	MAD	Niveau	Tanger Tetouan-Al-Hoceima, Marrakech-Safi, Fès-Meknès	Budget de l'établissement	Unité de Gestion de Projet (UGP) MCA-M	Annuelle	A Déterminer	Pas de Cible
Effet	Budget d'établissement scolaire déboursé par	Montant total du budget de l'établissement scolaire déboursé par trimestre.	MAD	Niveau (Cumulatif)	Tanger Tetouan-Al-Hoceima,	Budget de l'établissement	AREF /Direction Provinciale	Trimestrielle	A Déterminer	Pas de Cible

	les directeurs				Marrakech-Safi, Fès-Meknès					
Résultat	Élèves inscrits dans des établissements sélectionnés pour bénéficier des activités du Compact.	Le nombre d'élèves inscrits dans des établissements participants aux activités du Compact. (Enseignement secondaire collégial ou qualifiant)	Nombre	Cumulatif	(A) Genre (Femmes/Hommes); (B) (Rural, Urbain)	Système MASSAR	AREF / MCA-DES	Annuelle	0	80 719
Résultat	Établissements scolaires construits ou réhabilités.	Le nombre d'établissements scolaires qu'ont bénéficié de construction ou réhabilitations selon les normes stipulées dans les contrats MCA signés avec les responsables de la mise en œuvre.	Nombre	Cumulatif		Certificat d'achèvement des travaux	MCA/Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	90
Résultat	Nombre d'établissements scolaires avec PEI approuvé	Le nombre d'Établissements Scolaires avec PEI (projet d'établissement intégré) approuvés, tels que définis dans les Accords de l'Entité de Mise en Œuvre	Nombre	Cumulatif		Plans d'Amélioration d'Établissements Scolaires	MCA/Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	90
Résultat	Les Directeurs d'établissements scolaires formés	Le nombre de directeurs d'établissements ayant complété la formation appuyée par le Compact et axée sur le soutien des enseignants dans la mise en œuvre des techniques de gestion améliorées.	Nombre	Cumulatif	Genre (Femmes/Hommes)	Certificat de formation	MCA/Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	90
Résultat	Nombre d'enseignants ayant participé aux formations (au moins une fois)	Le nombre d'enseignants ayant participé à au moins une formation, soutenue par la MCC, focalisant sur la qualité de	Nombre	Cumulatif	Genre (Femmes/Hommes)	Liste de présence	MCA/ Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	A Déterminer

		l'enseignement telle que définie par l'Activité de la Formation du Compact.								
Résultat	Nombre d'enseignants formés	Le nombre d'enseignants ayant complétés la formation soutenue par la MCC, focalisant sur la qualité de l'enseignement telle que définie par l'Activité de Formation du Compact.	Nombre	Cumulatif	Genre (Femmes/Hommes)	Certificat de formation	MCA/ Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	A Déterminer
Résultat	Taux d'abandon	Pourcentage d'élèves qui quittent l'école pendant l'année scolaire	Pourcentage	Niveau	Collèges, Lycées, Genre (Femmes/Hommes)	Système MASSAR	AREF, MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Annuelle	A Déterminer	Pas de Cible
Résultat	Taux de redoublement	Pourcentage d'élèves qui redoublent une classe	Pourcentage	Niveau	Collèges, Lycées, Genre (Femmes/Hommes)	MASSAR Data System	AREF, MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Annuelle	A Déterminer	Pas de Cible
Résultat	Nombre d'établissements scolaires totalement équipés	Nombre d'établissements scolaires ayant reçu tout le mobilier, l'équipement ou le matériel didactique, financés à l'aide des fonds du Compact	Nombre	Cumulatif		Certificat de Réception	Ministère de l'éducation nationale MCA-M	Trimestrielle	0	90
Résultat	Nombre d'établissements scolaires recevant du matériel	Nombre d'établissements scolaires ayant reçu du mobilier, équipement ou matériel didactique, financé à l'aide de fonds du Compact	Nombre	Cumulatif		Certificat de Réception	Ministère de l'éducation nationale MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	90

Processus	Valeur des contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires	La valeur de tous les contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires (par exemple, technologie de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) utilisant les fonds du Compact.	Dollars Américains	Cumulatif		Contrat	MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	A Déterminer
Processus	Pourcentage des contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires	Le montant total des contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires divisé par la budget dédié à la construction, la réhabilitation et les équipements prévu du Compact.	Pourcentage	Cumulatif		Rapport - Agent Fiscal	MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	A Déterminer
Processus	Valeur déboursée des contrats de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires	Le montant déboursé de tous les contrats signés de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires (par exemple, technologie de l'information, bureaux et chaises, électricité et éclairage, systèmes d'eau, latrines) utilisant les fonds du Compact.	Dollars Américains	Cumulatif		Rapport Agent Fiscal	MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	A Déterminer
Résultat	Nombre d'activités parascolaires offertes	Nombre d'établissements scolaires qui ont augmenté les activités parascolaires offertes dans la région Tanger,	Nombre	Cumulatif		PEI & les conventions du partenariat	AREF TTH	Annuelle	0	Pas de Cible

		Tétouan-Al Hoceima (TTH)								
Résultat	Nombre d'activités parascolaires offertes par le Fonds de Partenariat	Nombre d'établissements scolaires qui ont augmenté les activités parascolaires offertes à travers le Fonds de Partenariat dans la région Tanger, Tétouan-Al Hoceima (TTH)	Nombre	Cumulatif		A Déterminer	AREF TTH MCA/ Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Annuelle	0	A Déterminer
Résultat	Nombre d'élèves participants aux activités parascolaires offertes financées par le Fonds de Partenariat	Nombre d'élèves participants aux activités parascolaires offertes financées par le Fonds de Partenariat	Nombre	Cumulatif	Genre (Femmes/Hommes)	Rapport d'activité des trois associations	Gestionnaire du Fonds de Partenariat (MCA-M)	Trimestrielle	0	A Déterminer
Résultat	Pourcentage d'élèves fréquentant les établissements scolaires bénéficiaires du programme qui pratiquent des activités parascolaires	Pourcentage d'élèves fréquentant les établissements scolaires bénéficiaires du programme qui pratiquent des activités parascolaires au-delà des activités normales en classe. (Étudiants inscrits à des activités parascolaires / Étudiants inscrits dans des établissements scolaires bénéficiaires du programme)	Pourcentage	Cumulatif	Tanger Tetouan-Al-Hoceima, Marrakech-Safi, Fès-Meknès	A Déterminer	AREF	Semi Annuelle	A Déterminer	Pas de Cible
Résultat	Valeur du cofinancement engagé dans le cadre du Fonds de Partenariat	Valeur totale des contributions provenant de financement des partenaires / cofinancements obtenues grâce au Fonds de Partenariat. Les partenaires comprennent des organisations du secteur privé et des	MAD	Cumulatif		Accord de Partenariat	Gestionnaire du Fonds de Partenariat (MCA-M)	Trimestrielle	0	Pas de Cible

		organisations non gouvernementales. Le montant du cofinancement de tout Accord signé qui sera résilié sera retiré du montant total déclaré. (N'inclut pas les fonds du Compact)								
Résultat	Nombre d'Accords de Partenariat signés	Nombre d'Accords de Partenariat signés par MCA-Morocco via le fonds de partenariat. Tous les Accords de Partenariat signés qui ont été résiliés seront retirés du total déclaré.	Nombre	Cumulatif		Accords de Partenariat	MCA-M / Directeur de l'Éducation Secondaire (DES)	Trimestrielle	0	Pas de Cible
Processus	Sélection du système d'Entretien et de Maintenance	La date de sélection du système d'Entretien et de Maintenance à mettre en œuvre	Date	Une fois		Procès-verbal de la réunion d'Entretien et de Maintenance	MCA/DES	Une fois		déc-18
Résultat	Nombre d'établissements scolaires bénéficiant d'un nouveau système d'Entretien et de Maintenance	Nombre d'établissements scolaires bénéficiant d'un nouveau système d'Entretien et de Maintenance	Nombre	Cumulatif		Directeurs des établissements scolaires	MCA/DES	Trimestrielle	0	Pas de Cible
Résultat	Évaluation nationale des acquis des élèves	Date d'achèvement du cycle complet des rapports du programme national d'évaluation des acquis des élèves (PNEA)	Date	Date		Rapport PNEA	(OCDE)	Une fois		déc-19
Résultat	Évaluation internationale des acquis des élèves	Date d'achèvement du cycle complet des rapports du PISA	Date	Date		Rapport PISA	MCA/DES	Une fois		déc-19
Résultat	Améliorations du Système de Gestion de	Date d'achèvement des améliorations de SGIE	Date	Date		Travail complété	MCA/Directeur de l'Éducation	Une fois		A Déterminer

	l'informations de l'enseignement (SGIE).	comme indiqué dans l'accord relatif à l'entité d'exécution correspondant				par le contractant	Secondaire (DES)			
--	--	--	--	--	--	--------------------	------------------	--	--	--

Project : Productivité du Foncier

A. Activité «Gouvernance du foncier»

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Situation de référence (année)	Cible à la Fin du Compact
Effet	Le rapport de la superficie immatriculée rapportée à la superficie totale du Maroc.	Le pourcentage total de la superficie du Maroc ayant fait l'objet d'immatriculation	Pourcentage	Niveau		Système d'information de ANCFCC	ANCFCC	Annuelle	A Déterminer	Pas de Cible
Résultat	Réformes législatives et réglementaires adoptées	Le nombre de textes législatifs spécifiques ou de décrets d'application adoptés par le pays bénéficiaire du Compact et attribuables à un soutien du Compact.	Nombre	Cumulatif		Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	MCA/Dir GF	Annuelle	0	A Déterminer
Résultat	Actions prioritaires de la stratégie foncière nationale qui sont réalisées	Le nombre d'actions définies comme prioritaires dans le plan d'actions de la stratégie foncière nationale qui sont réalisable	Nombre	Cumulatif		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Annuelle	0	A Déterminer
Processus	Adoption formelle de la Stratégie Foncière Nationale et de son Plan d'Action.	Date de l'adoption formelle par le Gouvernement. de la Stratégie Foncière Nationale et de son Plan d'Action	Date	Date		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Une fois		30-Jun-20

Processus	Nombre de réunions de la commission ministérielle permanente de la politique foncière	Nombre de réunions annuelles de la commission ministérielle permanente de la politique foncière	Nombre	Niveau		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Annuelle	0	Pas de Cible
Processus	Nombre de réunions du secrétariat de la commission ministérielle permanente de la politique foncière (commission technique)	Nombre de réunions annuelles du secrétariat de la commission ministérielle permanente de la politique foncière (commission technique)	Nombre	Niveau		MCA/Dir GF	MCA/Dir GF	Annuelle	0	Pas de Cible

B. Activité «Foncier rural»

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Situation de référence (année)	Cible à la Fin du Compact
Effet	La variation en pourcentage du délai d'achèvement de transactions foncière	La variation moyenne en pourcentage du nombre de jours pour accomplir la procédure de melkisation.	Pourcentage	Niveau		Rapport du Consultant en charge de l'implémentation de la procédure optimisée	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Autre	A Déterminer	A Déterminer
Résultat	Nombre d'étapes pour obtenir un titre foncier dans le cadre de la melkisation	Nombre d'étapes pour obtenir un titre foncier durant la procédure de mélkisation	Nombre	Niveau		Rapport du Consultant en charge de l'implémentation de la procédure optimisée	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Deux fois	A Déterminer	A Déterminer

Effet	Rendement annuel moyen des cultures par hectare	Rendement annuel moyen des cultures par hectare	Kilogramme	Niveau	Céréales, Cultures maraîchères, Légumineuses	Enquête auprès des exploitations agricoles	(MCA-M) M&E	Annuelle	A Déterminer	Pas de Cible
Effet	Revenu moyen par HA de terres agricoles	Revenu moyen par HA de terres agricoles.	MAD par HA	Niveau	Rendement de cultures. Rendement de l'élevage	Enquête auprès des exploitations agricoles	(MCA-M) M&E	Annuelle	A Déterminer	Pas de Cible
Effet	Investissement dans les intrants agricoles	Investissement moyen dans les intrants agricoles par HA	MAD par HA	Niveau		Enquête auprès des exploitations agricoles	((MCA-M) M&E	Annuelle	Situation de Référence de la campagne 2016-17 (de septembre 2016 à août 2017). De la Situation de données	A Déterminer
Effet	Nombre de litiges sur les terres en cours de mélikisation	Le nombre de litiges signalés / documentés dans la zone du projet	Nombre	Niveau		Recensement des 46,000 HA, Rapport du Consultant	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Autre (Situation de Référence, à la fin du Compact, et Post Compact)	A Déterminer	0
Effet	litiges résolus à l'amiable	Le nombre de litiges fonciers et de droits de propriété qui ont été résolus par les autorités locales, les entrepreneurs,	Nombre	Niveau		Recensement des 46,000 HA, Rapport du Consultant	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Autre (Situation de Référence, à la fin du Compact, et Post Compact)	0	Pas de Cible

		les médiateurs ou les tribunaux avec un soutien du Compact								
Résultat	Parcelles corrigées ou incorporées dans le système foncier	Le nombre de lots créés par suite de lotissement de terres collectives en vue de melkisation. Les dossiers de lotissement étant établis dans les règles de l'art par des Ingénieurs Géomètres Topographes relevant du secteur privé et déposés et certifiés par les Services du Cadastre.	Parcelles	Cumulatif		Système d'information de ANCFCC	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle	0	A Déterminer
Résultat	Arrêté conjoint d'attribution des parcelles aux ayants droits	Arrêté conjoint d'attribution des parcelles aux ayants droits	Nombre	Cumulatif		Arrêté	Ministère de l'Intérieur / Ministère de l'Agriculture	Trimestrielle	0	A Déterminer
Résultat	Droits fonciers formalisés	Le nombre de ménages, d'entités commerciales et autres (ONG, mosquées, hôpitaux) ayant	Nombre	Cumulatif	Femme chef de ménage, Homme chef de ménage	MCA-M	(MCA-M) Directeur Foncier Rural		0	A Déterminer

		obtenu une reconnaissance formelle de propriété et / ou des droits d'usufruit au moyen de certificat, de titre , de baux ou d'autres documents enregistrés par les institutions gouvernementales ou les autorités traditionnelles au niveau national ou local.								
Résultat	La surface moyenne d'une parcelle	La surface moyenne d'une parcelle dans la zone d'intervention du projet	HA	Niveau	Genre (Femmes/Hommes)	Recensement	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Autre (Baseline, End of Compact)	A Déterminer	A Déterminer
Résultat	Nombre d'ayants droit ayant obtenu un titre foncier	Nombre d'ayants droit ayant obtenu des titres fonciers dans la zone d'intervention du projet. Plusieurs ayants droit peuvent être inscrits en indivision dans un seul titre foncier.	Nombre	Cumulatif	Genre (Femmes/Hommes)	Système d'information de ANCFCC	ANCFCC / (MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle	0	A Déterminer

Résultat	Nombre de titres fonciers délivrés par voir de Melkisation	Nombre de titres forciers créés	Nombre	Cumulatif	Propriété unique, Titres en Indivision	Système d'information de ANCFCC	ANCFCC / (MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle	0	A Déterminer
Résultat	Nombre de titre de collectifs assainis	Nombre de titre de collectifs légalement assainis	Nombre	Cumulatif		Ministère de l'Intérieur/ ANCFCC	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle	A Déterminer	A Déterminer
Résultat	Adoption par le gouvernement des mesures requises par la procédure de Mélkisation optimisée	Le gouvernement a adopté la procédure de mélkisation optimisée (plus efficace, plus inclusive et moins litigieuse)	Date	Date		Procès-verbal de la réunion du Comité de Pilotage	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Une fois		juin-18
Processus	Nombre de réunions du Comité de Pilotage tenues	Nombre de réunions du Comité de Pilotage tenues	Nombre	Niveau (Cumulatif)		Procès-verbal de la réunion du Comité de Pilotage	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Trimestrielle		Pas de Cible
Processus	Assistance technique engagée	La date de signature par le soumissionnaire sélectionné du contrat relatif à la mise en œuvre de la procédure de Mélkisation optimisée	Date	Date		Contrat signé	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Une fois		A Déterminer
Processus	Établissement et adoption de l'Arrêté de lotissement	L'Arrêté officiel qui lance le processus formel pour amorcer physiquement le	Date	Date		Arrêté	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Une fois		30-Jun-20

		processus de lotissement (subdiviser le titre mère en lots)								
Processus	Achèvement du recensement des ménages et des parcelles	La date d'achèvement du recensement des ménages et des parcelles pour les 46 000 ha	Date	Date		Rapport du Recensement	(MCA-M) Directeur Foncier Rural	Une fois		A Déterminer

C.Activité «Foncier industriel »

Niveau de l'Indicateur	Nom de l'Indicateur	Unité de Mesure	Classification de l'Indicateur	Définition	Unité de Mesure	Désagrégation	Source Principale des Données	Partie Chargée de la Collecte des Données	Fréquence des Rapports	Situation de référence (année)	Cible à la Fin du Compact
Effet	Montant des financements privés mobilisés par des PPP	Dollars Américains	Cumulatif	Total des financements hors fonds de MCC et contribution du Gouvernement investis dans les zones industrielles à travers les PPP. Cet indicateur concerne uniquement les trois zones pilotes	Dollars Américains		Contrats	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	0	Pas de Cible
Processus	Pourcentage de déboursement	Pourcentage	Niveau	Pourcentage de déboursement du	Pourcentage	Assistance Technique, Zones	Agent Fiscal	MCA- M Dir du	Trimestrielle	0	100

	du budget de l'activité foncier industriel			budget de l'activité foncier industriel		Pilotes, FONZID		Centre d'Expertise			
Processus	Montant des ressources engagés au titre de l'activité foncier industriel pour chaque activité	Dollars Américains	Cumulatif	Montant total des engagement du budget de l'activité foncier industriel pour chaque activité	Dollars Américains	Assistance Technique, Zones Pilotes, FONZID	Agent Fiscal	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	0	127 000 000
Processus	Montant du budget décaissé au titre de l'activité foncier industriel	Dollars Américains	Cumulatif	Montant du budget décaissé de l'activité foncier industriel	Dollars Américains	Assistance Technique, Zones Pilotes, FONZID	Agent Fiscal	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	0	127 000 000
Résultat	Emplois temporaires générés	Nombre	Cumulatif	Le nombre de personnes temporairement employées ou engagées par les entreprises contractées par MCA Morocco pour réaliser des travaux de construction	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Contractant(s)	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	0	Pas de Cible
Processus	Création du Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel (CEDFI)	Date	Date	Date à laquelle le Centre d'Expertise est opérationnel et fonctionnel. (La majorité du personnel est recrutée et installée dans ses locaux)	Date		Directeur Communication	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Une fois		31-mars-18

Processus	Accord sur le plan de pérennisation du Centre d'Expertise pour le Développement du Foncier Industriel (CEDFI)	Date	Date	Date à laquelle les parties conviennent d'un plan de pérennisation Centre d'Expertise .	Date		Procès-verbal de la réunion du Comité de pilotage	MCA-M DG	Une fois		A Déterminer
Résultat	Étude de la Demande Nationale pour les zones industrielles	Date	Date	La date d'approbation de l'Étude de la Demande Nationale sur les zones industrielles	Date		Procès-verbal de la réunion du Comité de pilotage	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Une fois		31-déc-19
Résultat	Zones industrielles développées	Nombre	Cumulatif	Nombre de nouvelles zones industrielles développées	Nombre	Développées, Revitalisées	Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	0	1
Résultat	zones industrielles revitalisées	Nombre	Cumulatif	Nombre de zones industrielles revitalisées	Nombre		Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	0	2
Résultat	Parcelles non valorisées récupérées dans les zones existantes	Hectares	Cumulatif	Nombre d'hectares de foncier non valorisées au départ qui sont récupérées, au niveau des zones existantes.	Hectares		Partenaire Privé pour le Développement des Zones	Centre d'Expertise	Trimestrielle	0	Pas de Cible
Résultat	Parties prenantes formées	Nombre	Cumulatif	Nombre d'agents publics , d'autorités, de bénéficiaires du projet et de représentants du secteur privé recevant une formation sur le	Nombre	Genre (Femmes/Hommes)	Rapports d'avancement de la mise en œuvre	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	0	A Déterminer

				terrain ou une assistance technique en matière d'enregistrement, d'inspection, de résolution de litiges, d'affectation des terres, d'aménagement du territoire, de gestion foncière ou de nouvelles technologies.							
Résultat	Ressources externes mobilisées dans le cadre des Accords de Subvention.	US dollars	Cumulatif	Valeur totale des contributions provenant de financement des partenaires / cofinancements mobilisés pour le FONZID. Les partenaires comprennent des organisations du secteur privé et des organisations non gouvernementales. Le montant du cofinancement de tout Accord signé qui sera résilié sera retiré du montant total déclaré.	Dollars Américains		Accords de Subvention	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Trimestrielle	0	Pas de Cible
Résultat	Nombre d'hectares de zones	Hectares	Cumulatif	Nombre d'hectares de foncier industriel dans les	Hectares	Développées, Revitalisées	Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre	Annuelle	0	Pas de Cible

	industrielles (zones pilotes)			zones pilotes				d'Expertise			
Résultat	Nombre d'hectares de zones industrielles subventionnées par le FONZID	Hectares	Cumulatif	Nombre d'hectares de zones industrielles subventionnées par le financement du FONZID	Hectares		Ministère de l'Industrie	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	0	Pas de Cible
Résultat	Nombre de zones industrielles bénéficiant d'une subvention par le FONZID	Nombre	Cumulatif	Nombre de zones industrielles bénéficiant d'une subvention par le FONZID	Nombre		Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	0	Pas de Cible
Résultat	Nombre de projets subventionnés par le FONZID	Nombre	Cumulatif	Nombre de projets subventionnés par le FONZID	Nombre		Centre d'Expertise	MCA- M Dir du Centre d'Expertise	Annuelle	0	A Déterminer

7.2 Accord Compact

<https://www.mcamorocco.ma/sites/default/files/documents/COMPACT%20ACCORD%20FR.pdf>

7.3 Plan de suivi et d'évaluation de l'Agence MCA-Morocco

https://assets.mcc.gov/content/uploads/MAR-II-ME-Plan_-V1.pdf

7.4 Politique MCC pour le suivi et l'évaluation des programmes Compact et « Threshold »

<https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-for-monitoring-and-evaluation>

7.5 Politique MCC pour les Indicateurs Communs

<https://www.mcc.gov/resources/doc-pdf/guidance-on-common-indicators>

7.6 Politique MCC pour l'analyse économique et l'analyse des bénéficiaires

<https://www.mcc.gov/resources/story/story-cdg-guidelines-for-economic-and-beneficiary-analysis>

7.7 Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS) de MCA-Morocco

https://www.mcamorocco.ma/sites/default/files/documents/PAGIS-MCA%20Morocco_2.pdf

7.8 Rapport d'analyse des contraintes à la croissance économique

<http://www.mcamorocco.ma/fr/analyses-preliminaires>

7.9 Politique MCC sur le genre

<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>